

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°3

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1983

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : France: 25 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (6 numéros) France : 120 F — Etranger : 150 FF

Périodique bimestriel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Novembre 1983 : exposition collective de peintres kurdes dans les locaux de l'Institut, à Paris.

Autre réalisation du trimestre, après les revues bi-annuelles HEVI et ETUDES KURDES, parution à BONN de MIZGÎN, revue bimestrielle bilingue kurde-allemande, réalisée en collaboration avec la Croix Rouge allemande.

SOMMAIRE :

- **L'EXPOSITION DE PEINTRES KURDES A L'INSTITUT**
- **LES PUBLICATIONS PERIODIQUES**
- **ACTIVITES**
- **LES COURS**
- **LISTE DES OUVRAGES DISPONIBLES - CONDITIONS D'ABONNEMENT**
- **LA REVUE DE PRESSE**

L'EXPOSITION

"Peut-on dire qu'il y ait une peinture traditionnelle kurde ? s'interroge REMZI dans le programme de présentation de l'Exposition des peintres kurdes. Il est bien difficile de répondre à cette question. Néanmoins, on peut constater des influences subtiles de leur région dans leur approche des objets traités, dans la couleur et surtout dans les sentiments. Au-delà des affinités plastiques, ce qui les réunit en fait est le destin de tout un peuple."

L'exposition des peintres kurdes a rassemblé, pour la première fois à Paris, les oeuvres de dix artistes, originaires d'Irak, d'Iran, de Syrie et de Turquie, vivant actuellement en exil en Europe et en Algérie.

ALI

Né en 1957 en Irak. Etudes à l'Ecole des Beaux-Arts de Florence. Vit en Italie et en Autriche depuis 1976.

Peintre abstrait dont la palette sobre et subtile offre des rouges, des gris sourds et des ocres. Il s'inspire de la calligraphie orientale et de la peinture gestuelle occidentale. Son œuvre est une tentative de synthèse de deux cultures.

BAKER

Né en 1950 en Syrie. Etudes secondaires dans un lycée technique à Alep. Interrompt ses études à l'Université technique pour se rendre en France où il vit depuis 1974.

Peintre figuratif, il s'est spécialisé dans les portraits et les paysages de petit format qui dénotent une sensibilité touchante et un sens aigu du détail.

GHAZIZADEH

Né en 1947 en Iran. Vit en France depuis quelques mois.

Peut-être remarquera-t-on une certaine parenté entre les dessins de Ghazizadeh et ceux des peintres hyper-réalistes. Il ne faut cependant pas s'y méprendre : à la différence de

ces derniers qui travaillent souvent d'après des photos, Ghazizadeh travaille sur le vif, avec des modèles, il est donc en contact direct avec le réel. Ses dessins sont marqués par une volonté irréductible et ont la rigueur d'une main sûre.

AL-ISSA

Né en 1950 en Syrie. Vit depuis peu en France. Après une licence d'histoire, il se consacre à la peinture.

Il peint souvent des personnages insolites dans un espace désertique.

METÎNÎ

Né en 1949 en Syrie. Vit depuis 1978 à Berlin. Etudes à l'Académie des Beaux-Arts de Beyrouth. Lauréat du Prix des Beaux-Arts organisé en 1972 par l'Académie Américaine de Beyrouth.

Peintre et sculpteur d'inspiration surréaliste, il a fait plusieurs expositions à Beyrouth et à Berlin.

RASTÎ

Né en Turquie en 1946. Formation d'architecte-urbaniste en France où il a résidé de 1970 à 1978. Actuellement professeur d'urbanisme en Algérie. Malgré ses occupations professionnelles, il n'a jamais cessé de dessiner.

Colorant progressivement ses dessins à l'aquarelle, il fait preuve dans ses paysages d'Alger d'une maturité certaine.

REMZI

Né en 1928. Vit à Paris depuis 1953.

Principales expositions :

1950-1951-1952 : Exposition du Groupe des Dix, Istanbul

1955 : Galerie La Hune, Paris

1956 : Première Exposition Internationale. Musée d'Art Moderne, Paris

1958 : Salon des Surindépendants, Paris

1971 : Musée National de Laon. Rétrospective

1972 : Galerie Tivey-Faucon, Paris

1972 : Galerie Chantepierre, Suisse

1978 : Galerie de Nevers, Paris

1978 : Musée de Dourdan. Rétrospective

1978 : Bibliothèque Nationale, Paris

1981 : Galerie Brigitte Schéhadé, Paris

1980-1981-1982-1983 : Salon d'Automne, Paris

1983 I.N.J.E.P. Marly-Le-Roi. Rétrospective

SALEH

Né en 1953 en Irak. Vit en Italie et en France depuis 1976. Etudes à l'Ecole des Beaux-Arts de Florence.

On peut le considérer comme un peintre de la nouvelle figuration. Il peint des intérieurs, des personnages, par aplats rouges et verts rompus, d'un éclat sombre et profond comme les tapis de certaines régions du Kurdistan.

SAYAN

Né en Turquie en 1959. Vit à Berlin depuis deux ans. Il fait des dessins d'inspiration surréaliste.

TOPAL

Né en 1934 en Turquie. Vit en Allemagne Fédérale depuis 1968. Peintre instinctif qui représente des scènes de la vie.

Plusieurs expositions dans son pays natal ainsi qu'en Allemagne Fédérale et en Autriche.

Une jeune fille sur une branche de mûrier, telle un oiseau sauvage à la recherche de nourriture ; la robe rose aux reflets jaunes du soleil intense, exaltée par le feuillage bleuté du mûrier. Tout cela peint avec une tendresse et une naïveté que bien des peintres voudraient atteindre à un moment de leur vie.

L'exposition, prévue du 3 au 26 novembre, a été prolongée jusqu'au 3 décembre et a connu un vif succès auprès des nombreux visiteurs qui se sont succédé. Parmi eux, des artistes, des journalistes, des Kurdes venus de plusieurs pays d'Europe.

Elle a permis - et c'était l'un de ses objectifs - à des artistes d'origine géographique différente, dispersés à travers l'Europe, de se rencontrer et d'échanger leur expérience.

A la demande de différentes associations ou groupes kurdes, l'exposition va désormais circuler en Europe.

LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT

HÊVÎ (HIWA) :

208 pages - est désormais disponible. Sa publication, pour des raisons techniques, avait été un peu retardée.

ETUDES KURDES :

128 pages - paraîtra en janvier.

Il est d'ores et déjà possible de commander le premier numéro de ces revues ou de s'abonner en remplissant et envoyant à l'Institut Kurde les bons de commande en page 7.

MIZGÎN - A Bonn, en collaboration avec la Croix Rouge allemande, vient d'être fondée une revue bilingue kurde-allemande, qui paraîtra tous les deux mois. Cette publication est destinée à informer les travailleurs kurdes immigrés en Allemagne (ils sont environ 350 000) sur les problèmes quotidiens auxquels ils sont confrontés : santé, hygiène, scolarité des enfants, prestations sociales, etc... Des rubriques culturelles régulières seront consacrées à la littérature, l'histoire, l'art.. .

Le premier numéro est paru en novembre. Au sommaire :

- Information sur la Croix-Rouge allemande
- Le système d'éducation en R.F.A.
- Les conseils du médecin : la grossesse
- Information sur l'Institut Kurde de Paris
- Les religions des Kurdes
- Rubrique musicale
- Rubrique scientifique
- Les nouveaux livres

- Culture : vie et oeuvres de Melayê Djezirê, poète classique kurde du XVe siècle
- Langue : l'alphabet kurde
- Contes et nouvelles
- Littérature étrangère : Victor Hugo.

ACTIVITES CULTURELLES

Elles se sont interrompues pendant la durée de l'exposition qui est restée ouverte les samedis et dimanches.

Le 23 octobre, dans le cadre des journées consacrées - le quatrième dimanche de chaque mois - aux cultures du Tiers-Monde, deux groupes vénézuéliens sont venus donner à l'Institut un concert, précédé d'une projection de diapositives :

- Le groupe Cobra, d'Antonieta Colon. Chants et musique des noirs du Venezuela,
- L'ensemble Guillermo Jimenez.

"Au Venezuela, dit Guillermo Jimenez, si l'on a de la peine, on chante pour oublier. Nous chantons parce que nous sommes gais, ou nous chantons parce que nous sommes tristes, nous jouons, nous chantons. Au Venezuela, on aime être la musique..."

Le 4 décembre, le cycle "Connaissance des Kurdes" était consacré aux Kurdes de Turquie.

Jean-Philippe Von Gastrow, journaliste *au Matin*, récemment rentré du Kurdistan de Turquie, a relaté ses impressions de voyage, illustrées par une projection de diapositives.

Nous avons assisté ensuite à la projection du film "Em Kurd in" (Nous sommes kurdes), réalisé par M. Kurt Klaus, cinéaste allemand, venu spécialement de Berlin pour présenter son film.

LES COURS

Un nouveau cycle de cours de français débutera le 4 janvier prochain à l'Institut, aux mêmes horaires qu'au premier trimestre, avec deux niveaux : débutants et moyens.

Le programme pour débutants est divisé en cycles de deux mois, comprenant chacun une partie de phonétique, un cours de grammaire et des exercices de vocabulaire étayés par une documentation audio-visuelle tirée de l'iconothèque de l'Institut.

Cours de kurde : mêmes horaires, sauf pour le soranî, qui a lieu désormais le vendredi de 16h.30 à 18h.

Projets : à la rentrée de janvier, un atelier-théâtre s'ouvrira, ainsi que des cours de dessin. Les horaires seront affichés à l'Institut.

L'INSTITUT KURDE SERA FERME DU 23 DECEMBRE AU 3 JANVIER 1984

il manifesto

TELEGRAMME DE BREST

Liberation

LE SOIR

Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme

La Republique des Pyrenées

Millijet
Malk Gazetesi

LE MATIN
DE PARIS

DIE BRÜCKE

Народна **КВАТРА**

LYON MATIN

Le Monde

Die Grüner

REVUE DE PRESSE
BERHEVOKA ÇAPÉ
RIVISTA STAMPA
THE PRESS REVIEW
BASIN DERLEMESİ
DENTRO DE LA PRENSA
PRESSEREVUE

LA CROIX



LA GAZETTE
DE LAUSANNE

LE FIGARO

SEMAINE PROVENCE

THE GUARDIAN

vie culturelle

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING
HERALD

Cumhuriyet
LE MONDE
diplomatique

Le Parisien

CROIRE

Hürriyet

africaine
asie

L'Humanité

Télérama

FINANCIAL TIMES

Le Monde

PEINTRES KURDES. Institut kurde de Paris, 106, rue La Fayette (246-6464), de 15 h à 19 h. Jusqu'au 3 décembre.

Le Monde

Jeudi 3 novembre 1983

EXPOSITION DES PEINTRES KURDES
du 3 au 26 novembre 1983
à l'INSTITUT KURDE de Paris
106, rue Lafayette, 75010 PARIS
Tous les jours de 15 h à 19 h
Tél. : 824-64-64

LE NOUVEL **observateur**

28 OCT 83

L'AGENDA DE L'OBS

EXPOSITIONS. Pour la première fois, Paris rassemble les œuvres de huit peintres kurdes résidant en Europe (Institut kurde, à partir du

Liberation

JEUDI 3 NOVEMBRE 1983

PEINTRES KURDES. Huit d'entre eux sont exposés à l'Institut kurde de Paris. Jusqu'au 26 novembre, 106 rue Lafayette, 75 Paris 10e, 1/824 64 64.

Le Drapeau Rouge

samedi 19 et dimanche 20 novembre 1983

Des peintres kurdes

Paris en novembre est le parfait étouffe-peinture tant il y en a... c'est pourquoi je n'ai été en voir nulle part, ni en galerie, ni en centre culturel, ni dans la décevante « Maison de la Belgique ». Seule exception de dernière minute pour une Exposition de peintres kurdes.

Un Institut kurde s'est ouvert à Paris il y a quelques mois. On y fait de la musique, on s'y réunit entre compatriotes, et voici que l'on y montre de la peinture.

Il est difficile de résumer les tendances des artistes néés de ce peuple éclaté entre Turquie, Irak, Iran et Syrie et qui sont venus s'établir et vivre en Italie, en Autriche, à Berlin, en Algérie ou en France. Topal, par son goût poétique et ses mises en page, évoque un peu Châhâh, Shaz-zadeh dénonçant les fautes libérées dans un très beau dessin au crayon,

All jongle avec l'écriture turque qu'il transforme en sujet objet d'une grande élégance tandis que Mîmîni parle du désert : le vrai et ce qui est créé par les guerres et que Saïsh montre du doigt ce qui se passe derrière les barreaux (des deux côtés). Les autres sont classiques, tendres ou poétiques (Baker, Isa, Faati, Şayan) ou parfaitement intégrés aux courants français tel Remzi.

C'est Remzi qui a introduit l'exposition en expliquant la diversité due au fait qu'il n'y ait jamais eu d'Etat kurde aux temps modernes. Lors que les XII^e et XIII^e siècles auraient révélé des maîtres kurdes dans l'école de Mossoul. L'Institut, quant à lui, veut faire connaître les dimensions historique, culturelle, nationale et sociale de la question des dix-huit à vingt millions de Kurdes, un bien vaste programme.

Anita NARDON.

Témoignage Chrétien

14 11 1983

EXPOSITION

• Huit peintres kurdes

originaires de Turquie, d'Irak, de Syrie, et résidant en Europe exposent : pour découvrir tout à la fois l'influence de la tradition culturelle kurde et la place de cette peinture dans les courants picturaux de notre temps. (Institut kurde, 106 rue La Fayette, 75010 Paris jusqu'au 26 novembre).

pariscope

PEINTRES KURDES. Œuvres de huit peintres kurdes originaires de Turquie, d'Irak, de Syrie résidant aujourd'hui en Europe. Institut Kurde, 106, rue Lafayette (m° Poissonnière), 824.64.64. Tlj. de 15 h à 19 h. Entrée libre. Du 3 au 26 novembre.

7 Jours

LES PEINTRES KURDES (du 3 au 26 nov.), huit peintres kurdes originaires de Turquie, d'Irak et de Syrie A l'Institut Kurde de Paris 106, rue La Fayette (10°) 824 64 64 Ouvert 11j si dim de 15 h à 19 h Entrée libre

L'Humanité

1. 12. 1983

EXPOSITION

Dix peintres kurdes à Paris

L'Institut kurde de Paris a rassemblé, pour la première fois en France, les œuvres de dix peintres kurdes, originaires de Turquie, d'Irak, d'Iran et de Syrie, résidant aujourd'hui en Europe. Comme l'exposition le révèle, les tableaux de Ali, Baker, Ghazizadeh, Isa, Métini, Rasti, Remzi, Salem, Sayan et Topal, développent une esthétique fortement inspirée par les divers courants picturaux de notre époque. La culture kurde, c'est aussi ces affinités avec le monde du XX^e siècle qui n'a pas encore donné une dimension géographique et nationale à plus de 18 millions de Kurdes vivant dans la diaspora dans divers pays du Proche-Orient, de l'Europe et de l'Amérique.



L'OFFICIEL DES SPECTACLES
16 NOV 83
A l'Institut kurde de Paris, 106, rue La Fayette, 824-64-64 : Exposition des peintres kurdes. Œuvres de huit peintres kurdes originaires de Turquie, d'Irak, et de Syrie résidant aujourd'hui en Europe. Jusqu'au 26 novembre.

L'Education Hebdo

24 11 83

♦ **Dix peintres kurdes**
Institut kurde de Paris (106, rue Lafayette), jusqu'au 26 novembre.

Ecrivains, artistes et chercheurs kurdes d'origines diverses animent cet institut voué au défrichage d'un patrimoine culturel écartelé et qui pourtant concerne vingt millions d'individus. Ali, Baker, Ghazizadeh, Isa, Metini, Rasti, Remzi, Saleh, Sayan, Topal. les dix peintres présentés viennent des chemins d'exil iraniens, turcs, syriens ou irakiens. Marqués par les courants picturaux internationaux, il se dégage cependant de leurs œuvres une commune nostalgie pour l'insaisissable patrie. On songe parfois aux Nabis, mais davantage à l'Orient à travers eux. Le déracinement, toujours, fait monter une sève nouvelle, mythique et chaleureuse.

Panorama du Medecin

14 11 1983

● **Peintres kurdes :** pour la première fois à Paris, l'Institut Kurde rassemble les œuvres de huit peintres kurdes originaires de Turquie, d'Irak et de Syrie, résidant aujourd'hui en Europe. Si l'on décèle une influence kurde dans leurs sentiments, et même certaines couleurs, ces huit artistes affirment nettement leur sensibilité propre.

Jusqu'au 26 novembre. 106, rue La Fayette, 75010 Paris

Le Parisien

7. 11. 1983

Expositions
Institut kurde, 106, rue La Fayette, œuvres de huit peintres originaires de Turquie. De 15 heures à 19 heures. Tél. : 824.64.64. Entrée libre. Métro : Poissonnière

Telegramme **La musique Kurde de Brest au programme du second concert J.M.F.**

18 11 83

La saison des Jeunesses musicales françaises se poursuit aujourd'hui pour les scolaires pont-labbistes, qui vont assister au second concert consacré à la musique folklorique kurde. Six musiciens, chanteurs, danseurs, composent le groupe « Koma Zozan » qui, au travers des chants,

danses et instruments de toutes les régions du Kurdistan vont faire découvrir l'histoire et les traditions du peuple kurde.

Instruments à vent : blur (flûte de berger), dādāk (surtout utilisé par les kurdes de Turquie) instruments à cordes pincées, tembûr (le plus populaire), Cumbûs (à cordes

métalliques), autant de présentation d'instruments pour accompagner les danseurs habillés en costumes traditionnels.

Un programme qui, comme à l'accoutumé, sera suivi avec attention par les primaires comme les secondaires de la capitale bigoudène.



Télérama

30 11 83

23.20 Agenda 3, Prélude à la nuit et fin
Musique traditionnelle kurde : « Kani » (Ezzadin Temo), par le compositeur.

ouest france  18.11.1983

Un millier d'enfants ont découvert la musique kurde

Connaissez-vous le son du blûr, du cumbûs, du dem-bilk ? Avouez que non. Il s'agit d'instruments de musique traditionnels du Kurdistan, ce territoire d'Europe Occidentale, à cheval sur la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Un millier d'enfants des établissements scolaires de Plœrmel les ont découverts, hier après-midi, par l'intermédiaire du groupe folklorique « Koma Zozan » venu donner un concert dans le cadre des Jeunesses musicales de France. Un après-midi réussi si l'on en juge par l'ambiance dans la salle et les applaudissements adressés par les enfants aux cinq musiciens.



Australia

(ADVERTISEMENT)

INHUMANITY FLOURISHES IN KURDISTAN

as decent men and women remain indifferent or uninformed

On paper

"No restrictions shall be imposed on the free use by any Turkish national of any language in private intercourse, in commerce, religion, in the press, or in publication of any kind or at public meetings." (Treaty of Lausanne, 1923, Article 39.)

In practice

Kurdish spoken by 10 million Kurds in Turkey is forbidden from commerce, religion, press publications, broadcasting and public meetings. Neither the Bible nor UN charter can be legally printed in Kurdish within Turkey and if printed in Kurdish abroad cannot be legally entered into Turkey.

In May and June, 1983, alone, 35 Kurds were sentenced to death and 344 to prison terms ranging from four years to life by military tribunals in Diyarbakir, Turkey; the Iranian regime announced the "execution" of 59 Kurds and arrest of 700 in Mahabad; thousands of Turkish troops attacked the Iraqi Kurds across the border with the Iraqi Government's blessing. The use of napalm and poisonous gases against Kurdish civilians has been reported by Kurdish sources in Iran and Iraq.

WHO ARE THE KURDS?

The Kurds are the much neglected victims of political and ideological alliances of the twentieth century. With the defeat of the Ottoman Empire by the Allied Powers in WW I, the creation of an independent Kurdistan was, in line with US President Woodrow Wilson's plan for world peace, a part of the Treaty of Sèvres, 1920. It was never ratified. The final partitioning of Kurdistan was achieved in 1923 with the Treaty of Lausanne.

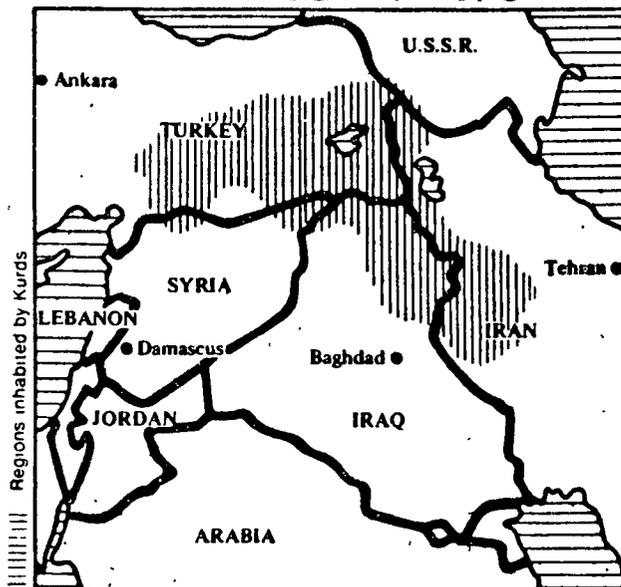
Twenty million Kurds speak an Indo-European language not related to Arabic and Turkish in grammar, syntax and vocabulary. Kurds are the descendants of the Medes, one of the oldest nations in the area. The four countries with sizeable Kurdish populations fear expressions of Kurdish identity and collaborate to forcibly assimilate the Kurds by denial of their basic human rights, systematic destruction of their culture and massive resettlements in remote areas. That is why the Pesh Mergas (Kurdish freedom fighters) fight under the slogan "Freedom or death." They believe it is better to die fighting for freedom and dignity than be subjugated by brutal regimes determined to wipe out Kurdish identity and culture.

WHAT DO THEY WANT?

*The Turkish Government denies the very existence of Kurds in Turkey.

*The Iraqi regime regards the Pesh Mergas (freedom fighters) as "Those who want to create a second Israel."

*The Iranian regime describes the freedom fighters as "agents of imperialism, communism, Zionism, etc."



YOUR HELP IS VITAL

The National Times guarantees all donations will be used to inform the public. Please send your donation cheque, m.o. payable to Kurds Appeal,

C/o The National Times, Box 506,
G.P.O., Sydney 2001

For more info. write to C.S.K. (Committee for Solidarity with Kurdistan,) P.O. Box 407, Bankstown, New South Wales, 2200.

from: G. Chaliand (ed.) People Without A Country: Kurds And Kurdistan 1980.

ouest
france

9.9.1983

TURQUIE : Deux mille détenus kurdes en grève de la faim « jusqu'à la mort »

Depuis hier, les 2 000 détenus kurdes de la prison militaire de Diyarbakir (Kurdistan turc) font « la grève de la faim jusqu'à la mort » pour protester contre les « conditions inhumaines » de leur emprisonnement et contre les tortures. D'après leurs familles, le mouvement a commencé le 2 septembre avec une centaine de détenus, pour s'étendre jeudi à l'ensemble des prisonniers.

La prison de Diyarbakir, où sont incarcérés en majorité des militants séparatistes kurdes, est connue comme étant la « pire des prisons militaires de Turquie ». Selon plusieurs témoignages, les conditions de détention y sont « effroyables ».

De même source, on indique que des incidents ont eu lieu mardi, à proximité de cette maison d'arrêt lorsque des parents de détenus ont voulu remettre aux autorités de la prison une pétition réclamant la fin des tortures. Les pétitionnaires ont été brutalement dispersés par la police.

Les autonomistes kurdes de Turquie sont, parmi tous les « détenus idéologiques », ceux qui ont payé le plus lourd tribut à la reprise en main du pays par les militaires au lendemain du coup d'Etat du 12 septembre 1980. Leur situation fait l'objet d'un black-out total imposé à la presse.

(Publicité)

Le Monde

7.10.1983

Deux mille prisonniers politiques Kurdes en grève de la faim contre la torture

La torture est la forme extrême de la terreur individualisée.

Depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, elle est devenue "systématique" (rapport de la F.I.D.H.), une "pratique de routine" (rapport d'Amnesty International), dans la Turquie des généraux. Des dizaines de milliers de prévenus et de prisonniers politiques ont été victimes de cette terreur : Mazlum Doğan, Kemal Pir, Hayri Durmus, Ferhat Kurtay, Esref Anyak, Akif Yilmaz, Önder Demirok, Ali Saridal et Kasim Aslan sont morts dans les salles de torture, des centaines d'autres y ont été mutilés à vie.

Ce terrorisme d'Etat s'exerce avec une violence particulière sur les détenus kurdes dont souvent le seul crime est de se dire Kurde ou de revendiquer des droits démocratiques et culturels pour le peuple kurde qui constitue plus du quart de la population de la Turquie où son existence même est déniée.

Depuis le 2 septembre 1983, environ deux mille détenus politiques kurdes de la prison militaire de Diyarbakir sont en grève de la faim pour protester CONTRE LA TORTURE, CONTRE LES CONDITIONS DE DETENTION EFFROYABLES, POUR LE RESPECT DE LA DIGNITE HUMAINE. Ils demandent à tous les Etats, membres de l'O.N.U. d'exiger de la Turquie le respect de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme dont l'article 5 stipule : Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Il est urgent qu'une mission d'enquête des organisations humanitaires internationales (Amnesty International, Croix Rouge, F.I.D.H.) puisse visiter la prison militaire de Diyarbakir. En continuant dans son refus d'autoriser la visite de telles missions, le régime militaire d'Ankara ne ferait que reconnaître sa culpabilité aux yeux de l'opinion mondiale.

ASSOCIATION FRANCE-KURDISTAN*
B.P. 29 - 75221 PARIS CEDEX 15

* Cette association comprend notamment : P. Baudoin, S. de Beauvoir, J. Bertolino, G. Chailand, J.-M. Doménach, R. Dumort, P. Halbwachs, A. Kastler, M. Leiris, R. Marienstras, J. Minces, E. Morin, M. Rodinson, L. Schwartz, P. Thibault, Vercors, P. Vidal-Naquet.

Turquie: deux prisonniers kurdes morts en grève de la faim

Un millier de détenus kurdes de la prison de Diyarbakir jeûnent depuis 13 jours sous la torture et les humiliations.

Le 2 septembre dernier, une centaine de militants du Parti des Travailleurs kurdes (PKK), incarcérés à la prison militaire de Diyarbakir (Kurdistan turc), entament une grève de la faim illimitée pour protester contre les conditions « inhumaines » de leur détention. Quelques jours plus tard, près de 900 autres prisonniers se joignent au mouvement.

Les autorités pénitentiaires réagissent immédiatement, selon un scénario désormais célèbre en Turquie. Le 2 septembre, les visites sont interdites, et, le même jour, les tortures commencent. Selon l'Agence France Presse, qui cite des sources « dignes de foi », deux détenus meurent du fait de la grève de la faim et de la répression accrue. Une trentaine d'autres sont tombés dans le coma et l'ancien maire de Diyarbakir, Mehdi Zana, membre du Parti Socialiste Kurde, serait paralysé après les mauvais traitements qu'il a subis. Depuis le début du mouvement, les détenus sont systématiquement battus, humiliés et

torturés. Selon des témoignages concordants, certains prisonniers sont obligés de boire leur urine en remerciant le gardien avec des formules comme « Merci commandant ce fut délicieux ». Face à la situation dans la prison, considérée comme la « pire des prisons militaires », certains avocats ont déposé des plaintes mais aucune d'entre elles n'a été prise en considération par les juges militaires. Devant ces refus répétés, les avocats ont décidé de quitter l'enceinte des tribunaux. Depuis le coup d'Etat du général Evren, le 12 septembre 1980, près de 100 séparatistes Kurdes seraient morts sous la torture à Diyarbakir.

On torture aussi à Ankara et les prisonniers ou les suspects sont très souvent conduits à des fins d'interrogatoires dans les deux principaux centres de la capitale. L'un d'eux est situé au sixième étage de la préfecture de police d'Ankara et l'autre, celui du « groupe DAL », se trouve à l'école de police Yusuf Kahraman. Là, pour qu'ils par-

lent ou pour qu'ils regrettent leurs activités, les militants politiques et syndicaux sont torturés à l'électricité, frappés à coups de bâton ou de tuyau en caoutchouc, frottés à la neige en hiver ou pendus, par le cou et les bras à une poutre ou à la « palestinienne », les naïre) étaient condamnés à mort alors que la Fédération syndicale mondiale indiquait, de Prague, que 114 personnes avaient été exécutées en Turquie après jugement depuis l'instauration du régime Evren.

Côté Jardin, la Turquie se prépare à l'élection générale du 6 novembre prochain. Le choix des électeurs en ce qui concerne leur première assemblée nationale sera mince. Toute personne ayant eu une activité politique marquante avant 1980 a été bannie pour dix ans de la vie publique. Une liste de 242 dirigeants connus, sénateurs et députés bras derrière le dos et attachés par les mains au mur. Très stricts, les horaires du tortionnaire sont de 8 heures à 20 heures mais si l'interrogatoire doit se poursuivre, la relève est assurée après 12 heures de sévices.

Aujourd'hui encore, et alors que les procès politiques continuent, plus de 3000 syndicalistes sont en attente de jugement parmi lesquels 68 sont menacés de la peine capitale et quelque 600 encourent des peines allant jusqu'à 30 années d'emprisonnement pour leurs activités syndicales passées. Mercredi dernier, quatre nouveaux membres du mouvement Dev Yol (Voie révolutionnaire) ont été publiés par le journal officiel ainsi que les noms de 481 personnes interdites d'activités dirigeantes de parti pendant 5 ans. Aucun parti ne pourra se revendiquer d'un parti ayant existé par le passé pas plus qu'il ne pourra se revendiquer d'une idéologie « prônant toute dictature ou lutte de classe » ou proche d'une idéologie « communiste, fasciste ou tendant à instaurer un état théocratique ». Les partis de soutien au général Evren sont, pour leur part, tout à fait autorisés.



Le général Evren.

L'ECHO DU CENTRE

14 . 9 . 1983

TURQUIE

Peine de mort contre 53 militants kurdes

53 peines de mort ont été prononcées à ce jour contre des Kurdes par les tribunaux militaires de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) devant lesquels comparaissent les militants du Parti des travailleurs kurdes (PKK).

Depuis le coup d'état militaire de 1980, 1.068 militants du PKK ont été jugés par les tribunaux de l'état de siège à Diyarbakir. Trente d'entre eux ont été condamnés à la réclusion à perpétuité et 551 à des peines de 3 à 36 ans de détention. Les autres ont été acquittés. Les procès de 375 militants du PKK se poursuivent par ailleurs à Diyarbakir. 189 accusés sont passibles de la peine de mort.

25 . 10 . 1983

TURQUIE. — Quatre militants kurdes ont été condamnés à mort et quatre autres à la prison à vie par un tribunal militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) lors de la comparution devant le tribunal de 213 militants du parti des travailleurs kurdes (PKK).

Ces condamnations portent à cinquante-sept le nombre de peines de mort prononcées à ce jour des militants kurdes.

Liberation

27 . 10 . 1983

Turquie: condamnations

Le procès de 207 séparatistes kurdes de la voie de la liberté s'est achevé à Diyarbakir avec la condamnation à 24 ans de prison de l'ancien maire de cette ville du sud-est de la Turquie, M. Mehdi Zana. 84 accusés ont été acquittés tandis que les autres ont été condamnés à des peines de 6 mois à 19 ans de prison « pour avoir tenté d'établir un état kurde indépendant ». M. Zana serait quasiment paralysé à la suite des tortures qu'il a subies. Par ailleurs, à Paris, les cinq militants turcs opposés au gouvernement d'Ankara, qui étaient retranchés depuis 11h30 à l'intérieur de l'office du tourisme turc, situé sur les Champs-Élysées, sont sortis vers 13h et ont été interpellés par les policiers.

TURQUIE :

L'enfer de Diyarbakir

Témoignages de détenus de la prison militaire qui dénoncent les tortures quotidiennes auxquelles ils sont soumis

Les séparatistes kurdes, incarcérés dans la prison militaire de Diyarbakir (sud-est du pays), dénoncent les tortures quotidiennes auxquelles ils sont soumis dans deux documents parvenus hier au bureau de l'A.F.P. à Ankara.

Ces deux documents, la copie d'un plaidoyer rédigé par un militant du parti des travailleurs kurdes (P.K.K., la principale organisation séparatiste de Turquie), M. Mahmut Guven, et le compte rendu officiel d'une audience du 7 septembre dernier devant le tribunal de l'état de siège de Diyarbakir, témoignent des conditions « inhumaines » de détention des séparatistes kurdes.

« La terreur s'est abattue sur la prison »

Au cours de l'audience du 7 septembre, les juges militaires ont pour la première fois depuis longtemps autorisé des accusés kurdes à témoigner de leurs conditions de détention ainsi que de la grève de la faim jusqu'à la mort, commencée le 2 septembre par 100 militants du P.K.K., à laquelle participent maintenant plus de 1 000 détenus.

M. Mahmut Guven, qui a été incarcéré avant le coup d'Etat du 12 septembre 1980, a rédigé un plaidoyer de 55 pages qui dénonce l'« enfer » de la prison de Diyarbakir et commence par ces mots : « Au lendemain du 12 septembre, un vent de terreur s'est abattue sur la prison ».

« Nous avons été privés de tout dans nos cellules, l'eau a été coupée, nous ne recevions plus qu'une maigre pitance, et des bastonnades et tortures quotidiennes, auxquelles personne n'échappé, ont commencé ».

Pour protester contre cette situation, les détenus ont entamé le 1^{er} janvier 1981, une première grève de la faim, durement réprimée par la police militaire de la 7^e armée qui a renoué avec une vieille tradition de torture des janissaires de l'empire Ottoman : la falaka, bastonnade sur la plante des pieds.

Selon le document, en février 1982, les tortures et la terreur ont redoublé avec l'arrivée d'un nouveau directeur adjoint de la prison. Les détenus ont alors commencé une seconde grève de la faim qui a duré 43 jours et provoqué un déchaînement de la cruauté des gardiens. 4 détenus se sont immolés par le feu.

Mahmut Guven note toutefois qu'il est impossible pour les détenus, en raison de leur cloisonnement, d'établir un compte précis des morts dans la prison. Quoiqu'il en soit, écrit-il, « la mort est devenue routinière, tous les jours il y a des détenus qui tombent. Ils sont emportés et on ne sait plus rien sur leur sort ».

Nous ne voyons plus nous n'entendons plus

M. Guven précise qu'il y a des

centaines de parafésés et d'invalides dans la prison de Diyarbakir. Il écrit à l'adresse des juges : « Comme vous pouvez vous en rendre compte, nous n'avons plus de dents, nous entendons mal. Nous ne voyons plus au-delà de 2 mètres. Nos membres ne nous portent plus, le moindre effort nous essouffle ».

« En position pour la bastonnade » est l'ordre qui raisonne dans la prison militaire tous les matins après distribution de la soupe. Les détenus doivent alors présenter la plante de leurs pieds aux gardiens qui pratiquent la falaka. Certains prisonniers terrorisés par cette torture quotidienne se jettent la tête contre les murs de leur cellule pour y échapper.

Pour les gardiens, les séances de torture sont devenues une sorte d'épreuve sportive : ils rivalisent à qui arrachera les cris les plus déchirants à leurs victimes, indique le document selon lequel un large éventail de tortures est pratiqué.

A la fin de son plaidoyer, Mahmut Guven raconte une entrevue avec le commandant Esat qui, devant une assiette pleine de mouches mortes, lui a déclaré : « Tout le monde s'en fout qu'elles soient mortes... Et moi si je tue 3 000 séparatistes kurdes tout le monde s'en foutra... Je vais vous tuer tous et au pire on m'intèrnera comme fou ».

20.9.1983

TURQUIE Séparatistes kurdes torturés

Les séparatistes kurdes incarcérés dans la prison militaire de Diyarbakir (sud-est du pays) dénoncent les tortures quotidiennes auxquelles ils sont soumis, dans deux documents parvenus hier au bureau de l'AFP à Ankara. Dans l'un d'eux, Mahmut Guven, militant du PKK, incarcéré avant le coup d'Etat du 12 septembre 1980, rappelle que les détenus ont engagé en janvier 1981 une première grève de la faim, réprimée par la police militaire, qui utilise les tortures des janissaires de l'empire ottoman (dont la *falaka*, bastonnades sur la plante des pieds). Une seconde grève de la faim a eu lieu en février 1982 et quatre détenus se sont immolés par le feu. Mahmut Guven souligne que c'est depuis la prise du pouvoir par les militaires que la terreur s'est accentuée dans la prison.

21.10.1983

TURQUIE

24 ANS DE PRISON POUR LE MAIRE DE DIYARBAKIR

Mehdi Zana, ex-maire de la plus grande ville kurde, a été, à deux semaines des élections générales, lourdement condamné pour délit d'opinion

Mehdi Zana, l'ancien maire de Diyarbakir a été condamné le 26 octobre par le tribunal de l'état de siège de cette ville à une peine de vingt-quatre ans de réclusion. Le principal chef d'accusation retenu par cette cour de justice militaire contre le maire est celui d'« atteinte aux sentiments nationaux » : Zana aurait encouragé le séparatisme en parlant kurde avec ses administrés...

MEHDI ZANA est sans doute l'un des prisonniers politiques les plus célèbres de Turquie. Il avait été élu maire de Diyarbakir, la plus grande ville du Kurdistan turc avec 400 000 habitants, en décembre 1977, alors qu'il s'était présenté comme candidat indépendant. D'origine sociale modeste, tailleur de profession, il s'était lancé dans la politique au cours des années soixante dans les rangs du premier parti ouvrier de Turquie. Son élection avait incarné la revanche des bidonvilles contre la bourgeoisie et les féodaux kurdes traditionnels. Très populaire auprès de ses administrés, Zana avait développé une politique municipale avancée : aménagement des bidonvilles, construction de routes, créations de dispensaires et de services d'aide sociale, développement des transports en commun, etc. L'administration d'Ankara, traditionnellement jalouse de ses prérogatives dans cette partie remuante du territoire, avait tenté de court-circuiter ces initiatives. Mais Zana avait su trouver, grâce à ses contacts

internationaux, le soutien que l'Etat turc lui refusait. C'est ainsi que les municipalités d'union de la gauche de Grenoble, Rennes, Brest et Nantes avaient fait don à la ville de Diyarbakir d'une trentaine de leurs autobus retirés de la circulation.

Par ailleurs, Zana n'avait jamais fait mystère de ses opinions de gauche, ni de son soutien aux revendications culturelles des Kurdes. C'était à la fois courageux et dangereux dans un pays où la notion de gauche politique est encore suspecte, et assimilée rapidement à communisme, prosoviétisme et complot contre l'Etat ; quant au simple fait de dire ou d'écrire qu'il existe un problème kurde en Turquie, il peut entraîner de nombreuses années de détention : c'était déjà la situation que connaissait Ismaïl Besikci, un universitaire emprisonné depuis 1971 pour ses recherches à ce sujet.

Les militaires, en tout cas, ne l'ont pas oublié. Comme de nombreux militants de gauche, Mehdi ZANA avait été arrêté après le coup d'Etat du 12 septembre 1980. Puis il avait été

porté disparu pendant presque quarante-cinq jours. Une campagne de solidarité s'était alors déclenchée en Europe : des élus socialistes français comme Hubert Dubedout ou Alain Chenard, la Fédération internationale des droits de l'homme, le groupe socialiste au Parlement européen et son président Ernest Glinne, Willy Brandt, Amnesty International, etc., étaient intervenus auprès du général Evren, chef de l'Etat turc, pour obtenir des nouvelles sur le sort de Zana. On devait ainsi le retrouver à la prison militaire de Diyarbakir.

Mehdi Zana est aujourd'hui un homme malade. Atrociement torturé lors de ses interrogatoires, comme c'est le cas de la plupart des prisonniers politiques en Turquie, l'ancien maire souffre également de crises d'asthme répétées et l'administration pénitentiaire ne lui fournit pas les soins appropriés. Il ne reçoit des médicaments que de l'extérieur, par des voies détournées et aléatoires. Après les vagues de grèves de la faim que la prison militaire de Diyarbakir a connues au mois d'août et septembre et qui ont été réprimées dans le sang (on parle d'au moins quatre morts), les visites des familles aux prisonniers et l'envoi des colis ont été suspendus. Pour Mehdi Zana, cela signifie la mort lente.

Jean-Philippe Von Gastrow

**Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme**



LA LETTRE HEBDOMADAIRE DE LA F.I.D.H

VENDREDI 16 SEPTEMBRE 1983.

IRAN : POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS 1979, UNE MISSION DE
LA F.I.D.H. SE REND DANS CE PAYS POUR ENQUETER
SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME

Du 9 août au 8 septembre 1983, une mission de la F.I.D.H. s'est rendue en IRAN et plus particulièrement au Kurdistan iranien pour y enquêter sur les violations des droits de l'Homme dans ce pays.

Cette mission a notamment recueilli les témoignages de dizaines d'hommes et de femmes vivant dans la ville de MAHABAD (capitale du Kurdistan iranien contrôlée par l'armée iranienne et les Pasedars) et qui sont venus témoigner sur les tortures dont eux-mêmes ou leurs proches avaient été victimes dans les prisons de cette ville.

Parmi les témoignages recueillis, figurent notamment ceux des parents des 59 personnes fusillées au mois de mai 1983 à la prison d'Ourmiah et qui n'ont pas hésité à sortir de la ville de Mahabad pour témoigner devant l'observateur de la F.I.D.H., montrant ainsi quelle importance avait à leurs yeux la première mission humanitaire venant enquêter sur la situation des droits de l'homme au Kurdistan iranien.

Grâce à ces nombreux témoignages précis et circonstanciés, la F.I.D.H. a pu ainsi notamment établir que les 7 prisons de la ville de MAHABAD sont en réalité de véritables centres de tortures, avoir une connaissance précise de ces tortures et de la vie quotidienne des prisonniers.

La mission de la F.I.D.H. a également rencontré de très nombreuses familles qui font partie des 25 000 personnes réfugiées à la suite du bombardement de leur village par l'armée iranienne ou de l'attaque de celui-ci par les Pasedars.

Elle s'est également intéressée à la situation des familles vivant au Kurdistan iranien et qui, sur l'ordre des autorités iraniennes, sont en quelques jours exilées à des centaines de kilomètres de leur domicile.

Elle a enfin pu s'entretenir avec de nombreux prisonniers iraniens (soldats ou pasedars) qui sont actuellement détenus dans les prisons du PDKI.

Il est à noter que ces prisonniers, selon les informations communiquées par le régime de Téhéran, sont systématiquement torturés et exécutés lorsqu'ils tombent entre les mains de leurs adversaires.

La mission de la F.I.D.H. s'est au contraire entretenue avec de nombreux prisonniers iraniens qui refusaient d'être libérés, certains ayant même entrepris pour cette raison une grève de la faim afin d'attirer l'attention du CICR sur leur situation.

Les conclusions et le rapport de cette mission seront prochainement rendus publics et communiqués à la presse.

LES DROITS DE L'HOMME EN IRAN

Vidés de leur sang...

Deux documents accablants pour les autorités de la République islamique d'Iran viennent de nous parvenir. Le premier est un texte d'information et de réflexion d'Amnesty International sur la violation des droits de l'homme dans ce pays, le second est un rapport de M^e Christian Rostoker, secrétaire général adjoint de la Fédération internationale des droits de l'homme (F.I.D.H.), sur l'enquête qu'il a menée au Kurdistan iranien du 9 août au 8 septembre.

M^e Rostoker publie la reproduction d'une circulaire qu'il a fait authentifier. Datée du 10-7-1360 (2 octobre 1982), elle est adressée par le « procureur révolutionnaire en chef » à « tous les procureurs révolutionnaires des provinces et des villes ». Elle concerne les soins à apporter aux gardiens de la révolution « blessés à l'occasion d'échauffourées en ville » ou lors de « batailles sur le front » et qui ont besoin d'une transfusion sanguine.

Le texte déclare alors : « Afin de répondre à la requête du corps des gardiens, vous voudrez bien donner l'ordre par lequel une équipe médicale de confiance videra secrètement de leur sang les individus qui sont

condamnés à être exécutés et dont la peine sera appliquée immédiatement, le sang devant être transféré dans des conteneurs spéciaux à l'aide de seringues. » Le dernier paragraphe, prévenant les exécuteurs, précise que « Sa Sainte Excellence, Gardien de la religion, l'imam Khomeiny » a été consulté et « a indiqué que cela ne constituait pas une violation de la loi religieuse ».

Tout commentaire paraît dérisoire. Il faut rappeler que l'enquête de M^e Rostoker est la première menée depuis quatre ans par la F.I.D.H. en territoire iranien — chez les Kurdes en lutte pour leur autonomie, — Téhéran n'ayant pas autorisé l'envoi de missions. Amnesty International se trouve dans la même situation. Il est vrai que les autorités religieuses qui s'étaient si souvent appuyées, avant 1979, sur les enquêtes et les témoignages des organisations humanitaires internationales laïques ou confessionnelles afin de dénoncer le régime du chah ont, depuis, fait savoir par la voix de l'hodjatoleislam Khosroshahi que le peuple iranien « ne se laissera pas duper par le mythe impérialiste des droits de l'homme ».

Autre paradoxe, le digne religieux s'adressait au comité des droits de l'homme à Genève, et, bien qu'ayant récusé les « organismes occidentaux » au nom des lois de l'islam, l'Iran continue à adhérer au pacte international relatif aux droits de l'homme. Le régime islamique serait-il sensible, malgré tout, au jugement de l'opinion publique internationale ? Ou s'agit-il simplement de duplicité ?

Torture systématique

Pour sa part, le document d'Amnesty International — de même que celui de la F.I.D.H. — montre, grâce à un grand nombre d'exemples et de témoignages, comment ce régime viole à la fois la Constitution dont il a doté le pays et la loi purement religieuse. Ainsi l'article 23 de cette Constitution proclame-t-il : « Il est interdit d'interroger quiconque sur ses opinions et nul ne peut être molesté ni pris à partie pour avoir émis une opinion. » Une vingtaine d'autres articles sont également cités. Or que constate-t-on ?

Quatre ans après la victoire de la révolution islamique, la torture est pratiquée systématiquement,

entre autres à la prison d'Evin, à celle du Komiteh, ancien centre de la SAVAK, à la laiterie de Salehabad (entre Téhéran et Qom), baptisée « Centre de réhabilitation pour drogués ». Ainsi l'hypocrisie s'ajoute à l'ignominie. Par ailleurs, mais on ne le savait que trop, en dépit des garanties de la Constitution, les procès et les condamnations sans preuves suivies d'exécution sont monnaie courante. Les femmes et les enfants ne sont pas épargnés.

Quant au Kurdistan, il subit depuis plus de deux ans les attaques des pasdaran (gardiens de la révolution). De nombreux villages sans défense ont été bombardés. Il y aurait quelque 25 000 réfugiés, sans parler de 300 familles (environ 1 500 personnes) exilées à l'intérieur du pays parce qu'elles étaient soupçonnées d'allégeance au P.D.K.I. (Parti démocratique du Kurdistan iranien) ou au Komala, qui animait la lutte pour le droit à l'autonomie.

PAUL BALTA.

(1) 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

(2) 18, rue Théodore-Deck, 75015 Paris.

Droits de l'homme au Kurdistan iranien Des prisonniers vidés de leur sang

Secrétaire général adjoint de la Fédération internationale des droits de l'homme (F.I.D.H.), M^e Christian Rostoker vient de publier le compte rendu d'une enquête qu'il a effectuée au Kurdistan du 9 août au 8 septembre derniers. Il s'agit là de la première enquête menée depuis quatre ans par le F.I.D.H. en territoire iranien, chez les Kurdes en lutte pour leur autonomie, Téhéran s'étant jusqu'à présent opposé à tout envoi de missions.

Des dizaines d'hommes et de femmes ont apporté leurs témoignages concernant la situation dans les prisons de Mahabad où les prisonniers kurdes sont systématiquement victimes des méthodes de torture les plus brutales,

soumis à des conditions de détention dégradantes avant d'être fusillés, le plus souvent sans qu'aucun crime ou délit puisse leur être reproché. Mais le document le plus accablant est une circulaire adressée le 3 octobre 1982 par « le procureur révolutionnaire en chef de la République islamique d'Iran aux procureurs révolutionnaires des provinces et des villes ».

Cette circulaire concerne « les frères gardiens de la révolution qui sont blessés sur le front », dont l'état nécessite des transfusions sanguines. Afin de résoudre le problème que pose le manque de réserves de sang, la circulaire déclare : « Vous voudrez bien donner l'ordre par lequel une équipe médicale de

confiance videra secrètement de leur sang les individus qui sont condamnés à être exécutés et dont la peine sera appliquée immédiatement. » Le sang ainsi recueilli sera destiné aux gardiens de la révolution « le plus tôt possible, dans les situations d'urgence ».

Afin de calmer les éventuels scrupules des médecins effectuant cette horrible besogne, la circulaire précise avec un affreux cynisme : « Afin d'être sûr que cette mesure n'entraîne aucune faute au plan religieux, le problème en a été soumis à sa sainte excellence, gardien de la religion, l'imam Khomeiny » qui a indiqué que cela « ne constituait pas une violation de la loi religieuse ».

****Milano, lunedì 3 ottobre 1983

Per rifornire di plasma gli ospedali militari

Svenati i detenuti politici: il sangue serve a Khomeini



Londra, 2 ottobre

Il «Sunday Times» pubblica oggi un rapporto della federazione internazionale per i diritti umani in cui si conferma che in Iran i detenuti politici sono fatti morire dissanguati perché il loro sangue serve negli ospedali per i feriti di guerra sul fronte con l'Irak. L'Organizzazione per i diritti dell'uomo, di base a Parigi, è riuscita a procurarsi una copia di un documento ufficiale, firmato

dal procuratore generale dell'Iran, e diramato ai procuratori delle province nel paese. Il documento afferma che la scarsità di riserve di plasma ha causato la morte di numerosi militari, sia al fronte con l'Irak sia in quello interno. Per risolvere il problema, «squadre di medici estrarranno segretamente il sangue da quegli individui che sono stati condannati a morte e che sono in procinto di essere giustiziati». L'ayatollah Khomeini, secondo il documento, ha detto che l'ordine «non costituisce una violazione della legge islamica».

Il rapporto rende noto che tra il 23 e il 25 agosto, mentre il vice segretario della Federazione, Christian Rostocker, si trovava in Iran, 48 persone di Mahabad sono state dissanguate nella prigione di Ourmiah: 19 erano giovani donne, e 15 erano state condannate a pene da 3 a 10 anni: tutti erano studenti, insegnanti o operai arrestati perché all'opposizione. I loro corpi non sono stati restituiti alle famiglie.

11. 10. 1983

UN MEDECIN FRANÇAIS AU CHEVET DES KURDES

Le Dr Benoît Roussel raconte la mission médico-chirurgicale qu'il vient d'effectuer au Kurdistan iranien pour Aide médicale internationale

Le Dr Benoît Roussel revient du Kurdistan iranien, où il a assuré une mission médico-chirurgicale de trois mois et demi pour Aide médicale internationale (AMI). Comme Philippe Augoyard, le rsecapé des géôles soviéto-afghanes, il est parti en « clandestin », pour porter assistance à des populations aux prises avec une guerre qui ne dit pas son nom. Là s'arrête la similitude, car Benoît Roussel n'a pas eu à souffrir de la terreur khomeiniste ; en aurait-il eu le temps, d'ailleurs, en cas d'arrestation ? Mais, écoutons « son » histoire au service des hommes qui appellent à l'aide médicale.

Agé de 35 ans, marié et père de deux enfants, Benoît Roussel a envie de sortir des sentiers battus de la médecine traditionnelle — il est généraliste dans un cabinet de groupe à Maisons-Laffitte (Yvelines) depuis une dizaine d'années — et de la vie de tous les jours « à la française ». Aussi, depuis un an, il s'est fait connaître auprès d'organisations humanitaires, en se déclarant candidat-médecin de l'ailleurs-en-détresse. Seul le goût du changement et de l'aventure motive sa démarche. C'est Aide médicale internationale, dont le nom est maintenant associé à celui du Dr Augoyard, qui répond favorablement à son appel d'offre

En clandestin

Une mission de trois mois et demi lui est proposée au Kurdistan iranien. Il accepte. « Je sais alors ce qu'implique comme risque mon accord », dit-il, et c'est « un peu la trouille au ventre » qu'il s'envole pour Bagdad (Irak) le 2 juin. Les risques que ceux encourus par Philippe Augoyard, qui à cette époque, n'est pas encore libéré (il le sera le 9 juin).

Il faut savoir, en effet, que cette région montagneuse (1 000 m d'altitude moyenne), qui constitue le 1/6^e du territoire iranien et où vivent trois à quatre mil-

lions de musulmans sunnites (le reste de l'Iran est chiite), est depuis toujours en quête d'autonomie.

Aujourd'hui, 12 000 Pechmerges, combattants kurdes, font face, les armes à la main, à 120 000 Pastars, agents de Khomeiny. Le rapport des forces est des plus défavorables pour cette poignée d'hommes dont les frères sont assassinés en Turquie, « étouffés » en URSS, laissés dans l'indifférence en Syrie, et acceptés culturellement, pour une grande partie d'entre eux, en Irak.

Il est donc clair que c'est dans un pays en lutte que le Dr Roussel met le pied, en compagnie d'une infirmière, après avoir franchi en clandestin et à dos de mule la frontière, Téhéran ne pouvant reconnaître une aide humanitaire en faveur d'une ethnie qu'elle combat. Au préalable, les deux « missionnaires » de l'AMI ont été « pris en charge », dès leur descente d'avion à Bagdad, par la sécurité irakienne jusqu'à la frontière iranienne (dix heures de route), puis par le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), « qui représente 81 % de la population kurde iranienne ». Huit heures à dos de mule seront nécessaires pour atteindre le village de Maznawe (200 habitants, à 1 200 m d'altitude), dans la vallée d'Alane, à la même latitude que Téhéran, où l'AMI « opère » depuis maintenant deux ans.

Dans ce secteur, à six ou sept heures de marche du front, paysans et citadins — lesquels ont fui les villes de Mahabad (la capitale, à quarante-huit heures de marche), de Sardacht (dix heures) et de Baney (cinq heures) pour échapper aux massacres khomeynistes vivent de riz et de thé irakiens, ainsi que d'un peu de blé, de tabac, de raisin et de figue. La plupart des hommes, combattants et polygames, sont pères de famille nombreuse. La mortalité infantile est importante et les survivants, mis très tôt et durement à l'épreuve physique de la vie, apparaissent comme étant sans âge.

A Maznawe, les structures de santé sont 100 % AMI. Il s'agit

UN MEDECIN FRANÇAIS CHEZ LES KURDES

de deux hôpitaux, l'un dans l'ancienne école avec seize lits d'urgence, l'autre dans la mosquée désaffectée avec soixante lits de convalescence. Jusqu'à la fin juin un chirurgien, un médecin-anesthésiste et trois infirmières, arrivés en avril 1983, sont sur place. Le Dr Roussel, dès son arrivée assure les consultations d'un dispensaire — une trentaine par jour de 9 h à 12 h et de 17 h (il fait 45° à 50° l'après-midi à l'ombre) à 19 h 30 à l'exception du vendredi — avant d'avoir la responsabilité de toute la partie médicale à partir de juillet.

La pathologie dominante est constituée par les dermatoses ; viennent ensuite les tuberculoses pulmonaires, les déshydratations, les bronchites (les gros fumeurs sont légion), les gastrites, les parasitoses, les brucelloses (« il y a pas mal de chèvres dans la vallée »), les morsures de serpents et « avec beaucoup de patience », un peu de gynécologie. « On a pu faire deux accouchements, ce qui ne s'était jamais vu en deux ans ».

De la chirurgie de guerre

Dès la première semaine de juillet, une nouvelle équipe de l'AMI, composée d'un chirurgien, d'un médecin-anesthésiste et d'une infirmière, s'installe à Maznawe. Le Dr Roussel en est désormais l'animateur, et, trois semaines plus tard, il prend la relève du chirurgien qui « a fini son temps ». « Je pratique alors la petite chirurgie de guerre », explique-t-il. 16 plaies par balles 13 par éclats multiples, auxquelles s'ajoutent 2 curetages, 2 accouchements, dont 1 par forceps et 1 extraction d'enfant mort par césarienne.

D'autre part une fois par mois le Dr Roussel se rend à Askar (six heures de marche) pour visiter les 250 prisonniers iraniens, âgés de 15 ans à 25 ans, du

PDKI, « considérés comme morts et martyrs » par Khomeiny. Les conditions de ces détenus ? « Tout à fait correctes. la torture y est absente, l'hygiène bonne, la dénutrition n'y a pas cours, et toute pathologie carcérale y est inexistante ». Enfin, la mission de l'AMI aura formé une centaine de Kurdes à des tâches infirmières, dont trois ont bénéficié d'un séjour en France pour y étudier l'anesthésie, la chirurgie et la radiologie.

Des risques constants

Dans la vallée d'Alane, jusqu'au 14 septembre, le Dr Roussel — comme ses confrères en poste en Afghanistan ou dans d'autres points chauds du monde, là où le médecin sans frontière est clandestin — n'a jamais pu faire abstraction des circonstances exceptionnelles et à risques dans lesquelles il a pratiqué son art. Les bombardements aériens irakiens durant le mois de juillet, « pour nettoyer la montagne des Kurdes talabani » (« dissidents » non reconnus par Bagdad), faisaient partie de ces conditions de travail... au même titre que la protection rapprochée dont l'AMI a été l'objet de la part du PDKI. Une « protection » qui a toujours informé l'équipe médicale des positions des Pastars... Et, souligne le Dr Roussel, « nous étions farouchement décidés à ne pas les laisser nous attraper, car nous aurions sûrement été liquidés sur le champ. Nous disposions d'ailleurs de tout ce qu'il fallait comme « excitants » pour fuir avec rapidité... » (sic).

Aujourd'hui, Benoît Roussel est à nouveau dans son cabinet de groupe de Maisons-Laffitte. Ses rudiments de langue kurde s'effacent, bien sûr, mais reste une grande leçon d'humilité. « J'ai appris », conclut-il, « à tailler dans le superficiel qui compose la vie professionnelle et la vie personnelle ».

Ph. R.

Philippe ROY

Suite page 38

● AMI : 119, rue des Amandiers, 75020 Paris (tél. 636.66 10).

LES «SAIGNÉES» DE KHOMEINY

La police secrète de Khomeiny s'appelle la Savama, ce qui signifie « le sang de Dieu ». Mais c'est le sang des hommes qu'elle fait couler. Celui des fusillés de 16 ans aux corps rendus inidentifiables par les impacts de balles... Celui des condamnés à mort vidés de leur sang avant exécution « pour transfuser les Gardiens de la Révolution, blessés dans les batailles ». M^e Christian Rostoker a enquêté en Iran pour la Fédération internationale des Droits de l'Homme. Les témoignages qu'il a rapportés sont terrifiants.

MISSION périlleuse pour l'avocat français à qui le gouvernement iranien a bien entendu refusé tout visa. C'est donc par la frontière irakienne que l'envoyé de la FIDH, comme les médecins d'Aide médicale internationale ont pénétré au cœur du Kurdistan iranien.

Lettres Persanes 1983, les quarante pages publiées sur la mission-iran par la FIDH illustrent la barbarie quotidienne au pays de Khomeiny. Ce sont les familles des cinquante-neuf garçons et filles tués en mai dernier à la prison d'Ourmiah qui sont venus témoigner, malgré le risque que leur faisait courir une telle démarche. Quelles horreurs sélectionner dans cette chronique des crimes en tous genres? Bien que nous soyons triste-

ment habitués dans cette rubrique à dresser la carte géopolitique de l'horreur, cette fois, la plume du journaliste hésite devant la peinture des tortures et la litanie des souffrances.

Du sang « au nom d'Allah »

Voici ce que signifie une journée dans la vie et la mort d'un détenu iranien : « Obligation d'assister à la torture des membres de sa famille ; torture du prisonnier en présence de sa famille ; pendaison par les cheveux, le corps martelé de coups ; viol pour les femmes car selon l'imam Khomeiny « les prisonnières sont des impures et les esclaves des gardiens » inscriptions à la cigarette, sur la chair, du slogan « Vive Khomeiny ». enfer mement dans un sac qu'on fait tourner en rond

pendant une heure, fouet avec des cables de fer, interdiction d'uriner, obligation de manger ses excréments ; simulacres d'exécution », etc.

Et puis vient l'exécution. Qu'on ait 14 ou 25 ans, qu'on soit un petit enfant ou une femme enceinte, la mort sera là toi ultime de cet Islam pervers, falsifié, nazifié. De même qu'à Auschwitz on confectonnaît du savon avec ce qu'il restait de graisse aux détenus, en Iran on « réquisitionnera » le sang des condamnés, histoire d'alimenter les réserves des banques de sang. La circulaire, établie « au nom d'Allah » donne l'ordre « à des équipes médicales de confiance de vider secrètement de leur sang les individus condamnés, le sang devant être transféré dans des containers spé-



Le Dr Benoit Roussel, membre d'Aide médicale Internationale Une opération qui relève de la plus épouvantable barbarie

ciaux à l'aide de seringues... Il faut plus de deux heures pour saigner un être humain de deux à trois litres. « De quelle façon ? en repiquant les veines combien de fois ? Imaginez la souffrance morale, la sensation de froid, l'évanouissement lent... » Pour le Dr Roussel, membre d'Aide médicale internationale, qui a rencontré M^r Rostoker, sur les chemins du Kurdistan « toute l'opération relève de la barbarie la plus épouvantable ». Enfin, tous les témoignages tendent à prouver que les civils condamnés à des peines de prison sont exécutés précisément parce que le gouvernement de Téhéran manque du sang nécessaire aux transfusions sur le front Iran-Irak.

Devant cette situation dantesque, comment ne



pas inviter à la mobilisation urgente les médecins du monde entier ? Avec la Fédération des Droits de l'Homme, Tonus est prêt à lancer un appel aux praticiens français pour demander l'ouverture d'une enquête (voir encadré).

Mission à haut risque pour l'AMI

Les médecins de notre pays font d'ailleurs en Iran la preuve de leur courage. Leur action au Kurdistan est périlleuse, ils le savent bien. « *S'il nous arrivait d'être pris par les Passadars (hommes de main de Khomeiny chargés de liquider le mouvement indépendantiste Kurde) notre lot serait la mort* », avoue le Dr Benoit Roussel, généraliste à Maisons-Laffite qui a passé trois mois dans l'hôpital créé par l'AMI dans la vallée de d'Alan Marié, deux enfants, le jeune médecin - dont c'était la première mission - mesure les risques de son métier mais il se refuse à

abandonner ces populations privées de tout, placées sous la précaire protection des troupes du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan Iranien) en lutte contre le régime de Téhéran. Khomeiny ne cesse de tonner contre la prétendue barbarie du PDKI. En fait, M^e Rostoker et le Dr Roussel ont pu visiter les prisons où sont détenus les soldats de Khomeiny. Leur rapport ne signale aucune atteinte aux Droits de l'Homme. Ils y ont même rencontré des Passadars qui refusaient qu'on les libère car Téhéran ne fait pas de quartiers : tous ses soldats faits prisonniers par l'ennemi sont déclarés « *disparus pour la cause et admis au paradis d'Allah* ». S'ils reviennent, ils sont exécutés. N'essayons pas de comprendre : Ubu à la sanglante figure règne sur l'Iran. On sait que Khomeiny n'hésite pas à envoyer des enfants de douze ans en première ligne sur le front irakien.

Tandis que la terreur planait sur le Kurdistan, le Dr Roussel comme les autres médecins de l'AMI, y poursuivait sa mission par quelque cinquante degrés à l'ombre et dans un contexte de malnutrition permanente. Objectif de l'équipe : assurer les premiers soins et permettre aux Kurdes de prendre en charge, plus tard, leur propre hôpital. C'est à dos de mulet qu'on acheminait le matériel chirurgical, entre deux attaques des Passadars et en priant pour que la vallée ne soit pas investie. Le Dr Roussel forme les soignants Kurdes. Il opère les enfants blessés par les grenades lancées dans un marché de Sardacht, une ville située à dix heures de marche de l'hôpital. Là encore, il y a eu des pillages et des

Une habitante de Mahabad, ville dont une grande massacres. Là encore on fuit et on s'exile car, précise le rapport de la FIDH « *les autorités de Téhéran cherchent à provoquer*



Au Kurdistan, des enfants dénutris que tentent de sauver les médecins français.

l'exil de plusieurs milliers de civils kurdes responsables à leurs yeux du soutien apporté aux combattants autonomistes ».

partie de la population a été exécutée, expliquait à M^e Rostoker : « Khomeiny pense que tout le monde au Kurdistan, même les chats et les chiens, sont membres du PDKI ».

Oui, Khomeiny pense à tout et à tous dans son immense sagesse et haute bienveillance. Il a même indiqué, en tant que Gardien Suprême de la Religion, que la saignée des condamnés à mort « ne constituait pas une violation de la loi religieuse ». Tout va pour le mieux dans le plus sanglant des paradis.

Martine Gozlan



Fillette kurde dans le dispensaire installé par l'AMF : des oculés traqués par les hommes de main de l'Imam.

UN APPEL AU CORPS MEDICAL

□ L'enquête effectuée au Kurdistan iranien par la Fédération internationale des Droits de l'Homme, tout comme le rapport que vient de publier Amnesty international, font état de violations inacceptables des droits de l'Homme en Iran.

La saignée pratiquée sur les condamnés à mort et sur un grand nombre de prisonniers afin de servir aux transfusions des soldats de Khomeiny, suscite l'horreur et la réprobation dans l'opinion internationale.

Le corps médical ne peut rester muet face à l'utilisation des procédés médicaux par de pseudo-soignants dans les prisons iraniennes. Ces pratiques bafouent les règles de l'éthique médicale et la Charte de notre déontologie.

C'est pourquoi, en appelant à la solidarité de tous les confrères, nous demandons l'ouverture d'une enquête médicale internationale sur ce dramatique problème.

PREMIERS SIGNATAIRES :

Pr Pierre Huguenard ; Pr Lucien Israël ; Pr François Jacob (Prix Nobel) ; Pr Claude Jasmin ; Pr Henri-Pierre Klotz ; Pr Georges Mathé ; Pr Paul Milliez ;

Je soussigné Dr

exerçant à

m'associe à cet appel

Signature

Adresser les signatures à Martine Gozlan
Tonus - 29, rue du Faubourg Poissonnière 75009
Paris qui les transmettra à la Fédération
internationale des droits de l'Homme.

IRAN/KURDISTAN/INTERVISTA

"La rivoluzione islamica non esiste". Nasce un nuovo Pc iraniano

di Mirella Galletti

FIRENZE. Nel variegato panorama delle organizzazioni kurde e iraniane di opposizione al regime islamico in Iran è emerso negli ultimi giorni di agosto un fatto nuovo, la fondazione del *Partito comunista dell'Iran* ad opera del *Komala* e dell'*Unità dei militanti comunisti*. Ne parlo con Yussef Ardalan, rappresentante all'estero del *Komala*, una delle principali organizzazioni del movimento kurdo in Iran insieme al *Partito democratico del Kurdistan d'Iran* (vedi manifesto del 5 giugno 1983).

Nel corso dell'intervista emerge che quella che è comunemente chiamata «rivoluzione islamica» viene definita dal *Komala* «la rivoluzione dell'11 febbraio 1979». La rivoluzione implica un mutamento radicale, in Iran invece la rivoluzione voluta dal popolo è stata confiscata dagli islamici che hanno assunto il ruolo principale. Non c'è stato quindi un mutamento nei rapporti di classe e di produzione. La rivoluzione iraniana, così decapitata, rimane quindi circoscritta nell'ambito popolare iraniano, la lotta del popolo kurdo. Per cui si può dire che la rivoluzione iraniana continua nel Kurdistan.

Perché è stato fondato il Partito comunista dell'Iran?

La sconfitta della rivolta del 1979 ha indicato che le forze (operai e contadini) che hanno abbattuto il regime dello scià non avevano una organizzazione in grado di assumere la guida del movimento popolare. Le sconfitte del movimento operaio hanno così reso necessaria la fondazione del *Partito comunista dell'Iran*, il cui programma è stato approvato dal III Congresso del *Komala* nel 1982. Ma la costituzione definitiva è avvenuta alla fine di agosto del 1983 con la partecipazione del *Komala*, dell'*Unità dei militanti comunisti* e di altri comunisti rivoluzionari. Abbiamo quindi dato una speranza di alternativa rivoluzionaria per abbattere il governo islamico.

Qual è la strategia per fondere rivoluzione kurda e rivoluzione iraniana?

Le nostre vittorie e la nostra esistenza nel Kurdistan ci hanno posto alla guida del movimento rivoluzionario del popolo kurdo. Il *Ko-*

mala svolge una duplice azione: nel Kurdistan e in Iran. Per questo il *Komala*, come una delle componenti del Pc dell'Iran, svolge una intensa attività a favore del diritto all'autodeterminazione del popolo kurdo e di tutte le nazionalità presenti in Iran. La nostra organizzazione, pur avendo una maggioranza di membri kurdi, vede una forte presenza di turchi e persiani. Noi non siamo mai stati un'organizzazione solo kurda, noi siamo comunisti presenti in tutto il paese, anche se le nostre strutture sono più forti nel Kurdistan che è diventato il campo di battaglia per la rivoluzione iraniana. Ed ogni nostra vittoria nel Kurdistan ha un impatto diretto su tutto il popolo iraniano. La nostra esperienza nel Kurdistan assume quindi un grande valore per la futura rivoluzione dell'Iran.

Qual è il programma del *Komala*?

Chiediamo la formazione di un governo autonomo del Kurdistan, basato sul potere dei consigli, formati da rappresentanti eletti dal popolo kurdo. Questi consigli devono avere il controllo di tutte le attività che si svolgono nel Kurdistan. L'esercito, adibito solo alla difesa dei confini nazionali, deve essere sottoposto al controllo del consiglio del governo autonomo del Kurdistan, come pure l'attività economica. Inoltre il kurdo deve essere riconosciuto come lingua ufficiale insieme al persiano.

Come valuta la decisione del Partito democratico del Kurdistan d'Iran (Pdk Iran) di entrare nel consiglio nazionale della resistenza insieme a Bani Sadr e ai mujaheddin?

Conosciamo il Pdk Iran come il partito della borghesia del Kurdistan. Ma siamo pronti a fare un'unità di fatto temporanea con questa forza fino a quando combattono gli islamici. Secondo noi il più grosso errore politico commesso negli ultimi anni del Pdk d'Iran è stata la decisione di entrare a far parte del consiglio nazionale della resistenza. Questo consiglio non è che una corrente borghese-liberale e il programma è anti-democratico e reazionario. Non vediamo nessun elemento rivoluzionario nella loro politica. Ad esempio nega la separazione tra religione e stato, non riconosce i diritti democratici alle diverse nazionalità, ecc.

Quali sono le forze che possono giocare un ruolo nel futuro dell'Iran? E che spazio possono avere le forze conservatrici e di destra che sembrano in ripresa, quali Bakhtiar, Amini, Pahlavi?

Noi lottiamo contro il sistema capitalista e cerchiamo di organizzare gli operai e le altre forze con l'obiettivo di dare un'alternativa precisa. In questa lotta hanno una grande influenza le condizioni internazionali e non si può prevedere il passaggio dall'attuale governo capitalista iraniano a un altro tipo di governo capitalista. Ma è chiaro che il popolo iraniano non accetterà la formazione di un governo come quello dello scià. Noi siamo sicuri che non sarà lontana l'alternativa rivoluzionaria guidata dal Pc dell'Iran.

Il partito comunista è quindi l'unica alternativa alla «mollarchia»?

L'unica alternativa alla repubblica capitalista islamica è la fondazione della repubblica democratica rivoluzionaria, con la partecipazione più ampia degli operai e degli oppressi, e guidata dal Partito comunista. Ma nella lotta contro il regime islamico è più probabile che il mutamento sarà a favore di un governo capitalista che accentuerà la pressione contro i proletari e gli oppressi. Ed è quindi possibile che in questa nuova situazione il Partito comunista si presenti come una reale alternativa.

E sugli aiuti fracenti al consiglio nazionale della resistenza?

E' un governo che aiuta una corrente. Che posso dire?

Il *Komala* ha relazioni con altri stati?

Purtroppo nessuno stato ci aiuta. Questo indica la nostra posizione rivoluzionaria e il dominio dei rapporti imperialistici nel mondo.

Qual è il ruolo dell'Urss nel Kurdistan e in Iran?

Con lo sviluppo della lotta rivoluzionaria nel Kurdistan sono state eliminate dalla scena politica kurda le forze pro-sovietiche e di appoggio al regime islamico (Tudeh e Fedayn maggioranza). Per fortuna è cessato negli ultimi tempi l'appoggio sovietico al governo di Teheran.

KURDISTAN/SIRIA/INTERVISTA

Kurdi senza frontiere. Damasco li tollera solo perchè sono pochi

di Mirella Galletti

Sul popolo kurdo l'informazione è scarsa. Le poche notizie concernono generalmente "i punti caldi": le ricorrenti guerriglie in Iran e Iraq. Talvolta c'è un accenno ai kurdi di Turchia. Ma sui kurdi di Siria permane il vuoto, addebitabile al fatto che i kurdi siriani sono meno numerosi (un milione su 20-24 milioni di kurdi), meno organizzati e ai margini della vita politica siriana. Incutono quindi meno timori come elemento di destabilizzazione dell'area in cui vivono.

In un certo senso i kurdi siriani sono due volte minoranza all'interno del Grande Kurdistan della Siria. La loro esistenza e le loro opzioni sono comprese dalle rivolte attuate dai kurdi nei paesi limitrofi. E, in questo quadro, il Kurdistan siriano svolge un ruolo molto rilevante per la sua posizione strategica, essendo incuneato tra Turchia e Iraq, e costituisce la naturale retrovia delle organizzazioni kurde presenti in questi due Stati.

Si può quindi affermare, analizzando la storia del Grande Kurdistan, che se la città di Bitlis nel Kurdistan turco conserva le vestigia di un glorioso passato, quando i suoi principi venivano accolti con tutti gli onori alla corte di Istanbul; se Mahabad nel Kurdistan iraniano rappresenta il braccio armato della rivoluzione kurda, se Sulaymaniyah nel Kurdistan iracheno è il centro propulsore della cultura kurda, Qamishli nel Kurdistan siriano costituisce la capitale della diplomazia segreta del movimento nazionale kurdo.

Sul ruolo dei kurdi siriani abbiamo parlato con Ismat Sayda, segretario generale del Partito kurdo di sinistra in Siria, una delle cinque organizzazioni kurde attive in Siria. Sayda è venuto recentemente in Europa per prendere contatti con le forze politiche del continente.

A quali principi ideologici si ispira il Partito kurdo di sinistra in Siria?

Il nostro è un partito marxista-leninista. Ha una storia travagliata. Nel 1957 venne fondato il Partito democratico kurdo in Siria sulle basi del Partito democratico del Kurdistan in Iraq (Pdk Iraq) allora capeggiato da Mustafa Barzani. Nel

1965 ci fu la scissione dell'ala sinistra e la fondazione del nostro partito che si è sviluppato legando la lotta nazionale alla lotta di classe. Abbiamo preparato il terreno per fare diventare il partito un partito marxista. E nel terzo congresso, tenuto nel 1973, venne aggiunto il termine marxista-leninista. I membri sono studenti, contadini, persone che amano la loro nazionalità. Siamo presenti in tutte le aree kurde.

Qual è la vostra politica?

Noi siamo a fianco del popolo kurdo. Ci battiamo contro la "cintura araba", cioè il piano governativo iniziato nel 1962 che prevede l'espulsione dei kurdi lungo la frontiera con la Turchia per una larghezza di 375 chilometri e una profondità di 15. E i kurdi vengono rimpiazzati dagli arabi. Lottiamo contro il ritiro delle carte di identità a 150 mila kurdi che si trovano a fronteggiare gravi problemi di ordine economico e pratico. Lottiamo contro le leggi scioviniste che tolgono la libertà.

Quello che noi chiediamo è il riconoscimento dei nostri diritti civili, culturali, sociali. Noi non chiediamo né l'autonomia né l'indipendenza del Kurdistan siriano. Non abbiamo la forza per discutere i tempi e i modi della rivoluzione kurda. Solo in Turchia, Iran, Iraq, il popolo kurdo può decidere la rivoluzione.

Che rapporti avete con il governo siriano?

Il Partito kurdo di sinistra in Siria e gli altri partiti kurdi sono proibiti dalle leggi ma vengono tollerati dal governo.

A differenza degli altri partiti, noi non abbiamo rapporti con il regime che però conosce i nomi dei nostri dirigenti. Malgrado questo, noi non chiediamo la caduta del governo. Vogliamo che resti al potere perché la sua caduta può giovare solo all'imperialismo e ai Fratelli Musulmani. Valutiamo favorevolmente la politica siriana di opposizione alle mire dell'imperialismo che passano attraverso Camp David.

Noi accettiamo la politica estera del governo, ma non condividiamo la politica economica attuata nel paese, che mira a sviluppare la bor-

ghesia. Bisogna anche dire che l'attuale governo siriano è, relativamente agli altri governi precedenti, il governo migliore che abbiamo avuto finora.

La repressione è diminuita. Abbiamo potuto celebrare l'ultimo Nawruz (il capodanno kurdo che coincide con la festa per la primavera, il 21 marzo) con grandi festeggiamenti, con la presenza di 80 mila kurdi a Qamishli. Le relazioni con il Baa'th e la polizia sono diventate amichevoli negli ultimi anni. Un esempio è dato dalla pubblicazione delle due riviste trimestrali del partito e cioè *Tarig ash-sha'b* (in lingua araba) e *Bang* (in lingua kurda), mentre *Bayan* esce più frequentemente. In precedenza se uno veniva trovato con una di queste pubblicazioni veniva incarcerato, mentre adesso viene rilasciato. Anche se la loro pubblicazione e distribuzione avviene clandestinamente. L'ala sinistra del Baa'th ha una politica di apertura verso le correnti nazionali. Per questo non possiamo fare richieste massimaliste o anche solo parlare del Kurdistan di Siria, limitandoci alla denominazione «kurdo», per non esacerbare l'ala destra del Baa'th che è ostile al popolo kurdo. E potrebbe quindi cogliere l'opportunità per imporre all'ala sinistra un giro di vite contro i partiti kurdi.

Qual è quindi la vostra strategia verso il movimento nazionale kurdo e il mondo arabo?

Siamo favorevoli all'attuazione di una indicazione dataci da Barzani nel 1970. Di formare un Fronte parziale e nazionale comprendente tutte le forze kurde presenti in Siria (e lo stesso dovrebbe avvenire nelle altre aree del Kurdistan) e quindi di dare il via a un Fronte generale che comprende tutte le aree del Kurdistan. L'unità di azione tra le varie forze kurde può meglio servire la causa del popolo kurdo.

La strategia da perseguire è quindi la liberazione e l'unità del Kurdistan, affinché il popolo kurdo viva come gli altri popoli del globo. A livello arabo appoggiamo il popolo arabo nella sua lotta per la libertà e il socialismo, e per l'edificazione di una società socialista. Appoggiamo i palestinesi per la fondazione di uno stato indipendente in Palestina.

TREMBLEMENT DE TERRE EN TURQUIE



Ce sont des paysans kurdes, déjà très pauvres, qui ont été les plus frappés par la catastrophe.

Des dizaines de villages en ruine

Une violente secousse a ravagé hier la région d'Erzurum, en Anatolie orientale faisant plusieurs centaines de victimes

Un ~~très violent~~ tremblement de terre a ravagé, dimanche matin, deux provinces turques à l'est du pays. Selon les premiers bilans, 503 victimes ont été délogées des décombres à l'est et au nord de la ville d'Erzurum, et dans la province de Kars, mais la catastrophe pourrait avoir fait plus de 1.000 victimes. Les secours, organisés par l'armée et le Croissant Rouge, ont permis d'envoyer 4.000 tentes, des couvertures et du plasma dans la région sinistrée : une région très isolée où sévit un climat particulièrement rude, peuplée de paysans kurdes qui vivent dans des conditions misérables.

C'est au petit matin, à 7 h 15 heures locale (4 h 15 GMT), à l'heure où les paysans commencent à gagner les champs, que le séisme a frappé Erzurum, en Anatolie orientale, une région frontalière de l'URSS et de l'Iran, située à l'est de la Turquie, à 700 km environ d'Ankara, la capitale. Selon l'observatoire géologique de Kandilli, à Istanbul, la secousse a été évaluée à 6 degrés sur l'échelle de Richter, qui en compte neuf, et les géologues turcs situent l'épicentre du séisme en Iran. Pour leur part, les spécialistes américains du bureau de surveillance géologique situé dans l'Etat du Colorado, la secousse serait d'une amplitude de 7,1 et son épicentre se situerait près de la frontière soviétique.

Selon les premières informations en provenance de Turquie, la ville d'Erzurum, elle-même, n'aurait été que peu atteinte, tandis que les villes de Narman, Oltu, Pasinler et Horassan, au nord et à l'est d'Erzurum, auraient connu de très importants dégâts. Le commandement militaire de l'état de siège pour les provinces

sinistrées ayant imposé, un black-out sur l'évolution de la situation, il demeurait difficile, hier après-midi, de se faire une idée de la situation.

Cinq cent trois corps avaient été délogés des décombres dans les régions atteintes hier après-midi, mais il ne s'agit là, malheureusement, que d'un bilan provisoire des autorités locales, qui estimaient que le chiffre de 1.000 victimes pourrait être atteint, voire dépassé. Selon un bilan provisoire, le nombre des blessés serait de 316, mais d'autres sources indiquent le chiffre de 1.000 blessés. De très nombreuses personnes, très grièvement blessées, ont été accueillies dans les hôpitaux d'Erzurum, devant les quelles des foules inquiètes ont stationné, hier, dans l'attente de nouvelles de parents ou d'amis.

Dans ces hôpitaux mal équipés pour faire face à telle situation, des scènes de panique se sont produites. L'hôtel de ville d'Oltu, au nord-est d'Erzurum, a été entièrement détruit et le séisme a entraîné des glissements de terrain, coupant de nombreuses routes

conduisant aux villages disséminés dans la région et les équipes de secours ne progressent vers eux que difficilement. La voie ferrée reliant Erzurum à Horassan a également été coupée.

Selon l'agence Anatolia, le centre agricole de Kopukoy, à 40 km au nord d'Erzurum, serait la localité la plus touchée. Soixante trois corps avaient déjà été retirés des villages avoisinant Erzurum, seulement quatre heures après la secousse et 230 morts étaient déplorés dans la région de Narman hier après-midi. Par ailleurs, 34 villages ont été détruits dans la région d'Horassan où 116 corps ont été retrouvés.

Des centaines de personnes devaient être contraintes de passer la nuit dehors dans des conditions extrêmement dures à la suite de l'appel lancé par les autorités militaires les invitant à quitter les maisons ébranlées par le séisme. Malgré cette situation, le Croissant Rouge a refusé hier l'aide de la Croix Rouge internationale.

L'Anatolie orientale, une région montagneuse très pauvre, la plus difficile d'accès de toute la Turquie, est située sur la faille de l'écorce terrestre qui traverse le pays d'est en ouest, en arc de cercle, en passant par la côte de

la mer Noire. ~~Periodiquement~~ touchée par des séismes d'envergure, cette région est composée d'un plateau dont l'altitude varie de 1.900 à 2.500 mètres où sévissent les hivers les plus rigoureux et les étés les plus torrides. Des paysans pauvres, des Kurdes en majorité, vivent misérablement dans de petites maisons construites en pisé sans eau ni électricité qui résistent mal aux fréquents tremblements de terre.

La Turquie a toujours été un lieu de prédilection des séismes. De l'an 565 à la catastrophe de dimanche, on estime que plus de 300.000 personnes ont péri dans des tremblements de terre. 1939 a été l'année du séisme le plus grave avec 45.000 victimes et en 1976, 3.700 personnes ont été tuées dans la province de Van toujours en Anatolie Orientale.

Des secousses sismiques régulières continuent d'agiter dimanche la région turque d'Erzurum. Par ailleurs, des tremblements de terre d'inegalles importances ont été signalés dans la journée de dimanche au Japon, en Italie et en Afghanistan.

LE SECOURS POPULAIRE FRANCAIS a ouvert dès hier une souscription pour venir en aide aux familles turques sinistrées. Les dons doivent être adressés au Secours Populaire, 9, rue Froissart, 75002 Paris CCP 65437 H Paris. Indiquer Turquie.

LE MATIN

TRUDI 1 NOVEMBRE 1983

TURQUIE : LES LOUPS MENACENT LES SURVIVANTS DU TREMBLEMENT DE TERRE

MENACÉS par le froid, la faim et les épidémies, les quel que 20.000 survivants du tremblement de terre qui a ravagé, dimanche, plus de cent villages de l'Anatolie orientale (l'est de la Turquie), sont confrontés à un nouveau danger. Les loups qui, avec le mauvais temps, descendent des montagnes menaçant hommes et troupeaux logés dans des tentes

ou des abris de fortune, faits de tapis, de plastique ou linoléum, les hommes se défendent à l'aide de bâtons. Mais les troupeaux de vaches, de chèvres ou de moutons, unique richesse de la région, constituent des proies faciles.

Hier, les recherches se sont poursuivies dans les villages que les secouristes et l'armée n'avaient pas encore pu atteindre. Une nouvelle secousse

très légère, a de nouveau ébranlé la zone sinistrée. Elle a renversé des murs qui avaient tenu dimanche et provoqué l'affolement des villageois qui, une nouvelle fois, ont évoqué ce dicton célèbre dans la région : *Ce sont les cadavres arméniens qui se réveillent*.

Le dernier bilan officiel faisait état de 330 corps délogés des ruines et plus de 500 blessés graves. La majorité sont

des femmes et des enfants, encore endormis au moment où la terre a tremblé, alors que de nombreux hommes étaient sortis pour conduire leurs troupeaux.

La première préoccupation des autorités est maintenant de se procurer des tentes, des couvertures et de la nourriture en quantité suffisante. L'aide internationale s'est considérablement accrue.

Le Monde

Mardi 8 novembre 1983

Les recherches ont été abandonnées, samedi 5 novembre, dans la région d'Erzurum, frappée il y a une semaine par un tremblement de terre. Le séisme a officiellement provoqué la mort de mille trois cent trente personnes. On compte encore plusieurs milliers de sans-abri dans cette région désolée de la Turquie où sévit un hiver rigoureux. - I.A.F.P.



Le vice-Premier ministre irakien, Tarek Aziz devant les Nations-Unies fin septembre.

CAMPAGNE

Nouvelle offensive iranienne contre le Kurdistan irakien

Tandis que les combats reprennent entre l'Iran et l'Irak, la France et les Etats-Unis tentent de faire voter au Conseil de sécurité, un projet garantissant la liberté de navigation dans le Golfe.

L'Iran a lancé dans la nuit de mercredi à jeudi une nouvelle offensive — attendue d'ailleurs depuis plusieurs jours en Irak — sur le front nord de la guerre irano-irakienne et qui est dirigée à la fois contre les autonomistes kurdes et les forces irakiennes.

Des combats de grande envergure — annoncés d'abord à Bagdad puis confirmés quelques heures après par Téhéran — se déroulent dans la région montagneuse du Kurdistan. Cette offensive baptisée « *Aurore quatre* » par l'Iran (trois offensives iraniennes précédentes ayant déjà porté le nom d'« *Aurore* ») vise notamment, selon Téhéran, à couper la liaison entre les Kurdes iraniens et les forces irakiennes.

Bagdad affirme avoir réussi à contenir l'attaque et à arrêter les Iraniens mais les combats se poursuivaient néanmoins hier dans la soirée. Si l'on en croit par ailleurs l'Iran, 400 Kurdes iraniens et soldats irakiens ont été tués ou blessés. L'Iran soutient en outre que ses forces ont réussi à prendre plusieurs hauteurs stratégiques. L'aviation irakienne est par ailleurs intervenue massivement hier dans la région de Banjwin. Les avions irakiens ont aussi bombardé des positions militaires en territoire iranien à l'est de Banjwin.

Une recrudescence des combats au Kurdistan iranien a récemment été signalée par le PDKI (Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran) qui affirme que les troupes iraniennes ont lancé il y a quelques jours une offensive contre leurs forces. Les pertes iraniennes

selon le PDKI s'élèveraient à 340 morts.

La reprise des combats dans la guerre Iran-Irak survient alors que les pays occidentaux viennent de mettre au point aux Nations-Unies un plan visant à assurer la sécurité du Golfe et à engager les deux belligérants dans la voie des négociations.

L'idée maîtresse de ce plan vise à placer la zone maritime et tous les ports du Golfe à l'abri de cette guerre interminable. Le projet demanderait en outre au Conseil de Sécurité de s'attacher à « *définir les causes* » du conflit. Cette concession est considérée absolument indispensable pour que l'Iran ne rejette pas immédiatement cette initiative diplomatique. Téhéran a en effet toujours demandé que soit désigné clairement l'« *agresseur* » dans cette guerre.

L'idée de ce plan revient à l'origine à la France qui cherche à trouver ainsi un moyen de se sortir du guépier dans lequel elle s'est mise en acceptant de livrer à l'Irak les fameux Super-Etendard. Si un cessez-le-feu intervenait — ce qui semble cependant peu probable, l'Iran ayant toujours refusé toute médiation de l'ONU — l'utilisation des Super-Etendard deviendrait inutile. Si l'Iran refusait au contraire un arrêt des combats, le gouvernement français pourrait se targuer du fait qu'il n'a rien négligé pour arriver à la paix et que l'intransigeance des mollahs est seule responsable de la poursuite des hostilités.

Au cours des contacts menés depuis

plusieurs semaines par certains pays occidentaux, notamment les Etats-Unis, la Grande Bretagne et les Pays-Bas, la rédaction de ce projet a été modifiée et le sera sans doute encore avant qu'il soit déposé devant le Conseil de Sécurité. Cette initiative a l'appui de l'Irak et pourrait ne pas provoquer un veto des Soviétiques. Ces derniers pourraient en effet difficilement refuser une résolution réaffirmant le principe de la liberté de navigation dans le Golfe.

On voit mal en revanche l'Iran accepter aujourd'hui ce qu'il a toujours refusé et la fin d'une guerre sans laquelle les mollahs auraient quelques difficultés à conserver leur pouvoir.

Pendant que ces manœuvres diplomatiques ont lieu à l'ONU, l'Iran tentait tranquillement de son côté de faire exclure Israël de l'Assemblée Générale des Nations Unies. En vain cependant : la motion iranienne a en effet été rejeté hier. Mais cette affaire a suscité de nombreux remous et divisé les pays arabes, dont certains, notamment la Syrie et la Libye, soutenaient la position de Téhéran, tandis que d'autres la jugeaient « *peu réaliste* ». Le groupe arabe s'est réuni mercredi soir pour définir une position commune mais aucun consensus n'a pu être établi... La demande iranienne ne manque quoi qu'il en soit pas de cynisme, Téhéran fustigeant l'« *ennemi sioniste* » mais se montrant très peu regardant lorsqu'il s'agit de lui acheter des armes et des munitions.

25.10.1983

Nouvelle offensive iranienne dans le Kurdistan irakien

Les forces iraniennes ont, dans la nuit de dimanche à lundi, déclenché une nouvelle offensive dans le Kurdistan irakien. Cette attaque est présentée comme la deuxième phase de « Val Fajr 4 » (Aurore 4), l'offensive lancée la semaine dernière pour contrer les rebelles kurdes iraniens et couper leurs lignes avec l'Irak. Les Iraniens affirment avoir occupé plusieurs positions irakiennes importantes et avoir défait les troupes irakiennes. Cette version est évidemment contestée à Bagdad.

Les forces iraniennes ont déclenché, dans la nuit de dimanche à lundi, la deuxième phase de leur nouvelle offensive et se sont emparées de plusieurs hauteurs stratégiques dans les montagnes du Kurdistan, dans le nord-ouest de l'Irak, a annoncé, lundi, l'agence officielle iranienne.

Selon Irna, la deuxième phase de « Val Fajr 4 », lancée mercredi dernier, s'est développée dans les secteurs situés au sud de Baneh et au nord-ouest de Marivan, deux villes iraniennes situées à l'extrémité nord du front. Elle prévoyait notamment une attaque en tenailles contre la ville irakienne de Banjwin dont les Iraniens ont

pris les hauteurs jeudi.

« Les forces islamiques avancent maintenant vers les positions ennemies au sud, à l'est et au nord de Banjwin », a précisé l'agence iranienne, qui a également annoncé que les positions irakiennes installées sur les hauteurs de Kalu ont été conquises après de durs combats qui ont fait de nombreux morts et blessés dans les rangs adverses. Ces hauteurs sont situées juste en face de Marivan, en territoire irakien.

L'agence Irna a affirmé qu'une contre-attaque lancée à l'aube par les Irakiens a été repoussée avec de lourdes pertes. Toutefois, la radio de Bagdad soutient, de son côté, que l'offensive iranienne a pu être contenue et repoussée. Les troupes iraniennes « continueront à subir le sort qu'elles méritent », a ajouté la radio.

Selon le responsable militaire irakien du front nord, cité par la presse à Bagdad, les forces iraniennes engagées dans l'offensive « Aurore » sont « supérieures à dix divisions » et sont constituées « aux deux tiers ou aux trois quarts de gardiens de la révolution et de volontaires ». « L'ampleur de cette nouvelle attaque, qui s'est déroulée sur treize axes différents, est comparable à celle qui a eu lieu à l'est de

Bassorah », a affirmé ce responsable irakien.

L'offensive à l'est de Bassorah, la première menée par l'Irak contre le territoire irakien il y a un an, avait engagé près de 80.000 soldats iraniens, rappelle-t-on.

Selon un porte-parole iranien, la nouvelle attaque menée dans les montagnes du Kurdistan constitue une « nouvelle action irraisonnée » entreprise par le commandement iranien « avec ce qui lui reste de troupes » après les contre-attaques irakiennes.

Dimanche, l'état-major irakien avait annoncé que ses forces avaient repoussé l'offensive lancée par l'armée iranienne, jeudi, dans la région de Banjwin, à 300 km à l'est de Kirkouk, importante ville pétrolière du Kurdistan. Les derniers communiqués militaires iraniens affirment, en revanche, que la nouvelle offensive a permis aux forces de Téhéran de s'emparer de 700 kilomètres carrés de territoire irakien.

Par ailleurs, on a appris que plusieurs pays arabes ont demandé au Japon d'user de ses bonnes relations avec l'Irak pour l'appeler à faire preuve de souplesse à l'égard de l'initiative qui se prépare au Conseil de sécurité de l'O.N.U. pour interdire la guerre dans la zone maritime du Golfe.

On indique, de source arabe

informée, que cette démarche aurait été effectuée auprès du Japon par l'intermédiaire des Pays-Bas.

Le ministre des Affaires étrangères du Japon, M. Shintaro Abe, s'était rendu cet été en Iran et en Irak et avait déjà encouragé les dirigeants des deux pays à la modération. Dans son récent discours devant l'assemblée générale de l'O.N.U., M. Abe avait souligné qu'un règlement du conflit impliquait que les griefs « justes et légitimes » des deux belligérants soient reconnus. Il avait ajouté que le Japon attachait « une grande importance » au rapport établi par les experts de l'O.N.U. qui s'étaient rendus au printemps en Iran et en Irak pour évaluer les dommages causés aux populations et aux objectifs civils. Cette petite phrase du chef de la diplomatie japonaise avait été très appréciée par la délégation iranienne, le rapport des experts étant nettement à l'avantage de Téhéran.

Dernièrement, plusieurs pays occidentaux ont élaboré à l'O.N.U. un projet de résolution demandant que la zone maritime du Golfe ainsi que les ports de la région soient placés à l'abri de la guerre. Le projet, qui vise à écarter les menaces de blocus que l'Irak fait peser sur le détroit d'Ormuz, demande également qu'une enquête soit entreprise sur les causes du conflit.

Le Monde

20. 10. 1983

Irak

AMNESTY INTERNATIONAL ÉVALUE A 520 LE NOMBRE DES PRISONNIERS POLITI- QUES EXÉCUTÉS DE 1978 A 1982

Dans un rapport sur l'Irak, publié ce mercredi 19 octobre et portant sur la période 1976-1982, Amnesty International dénonce plusieurs cas de tortures suivis d'assassinat. Ainsi, Reber Mulla Hussein, Kurde de dix-neuf ans, aurait eu un œil crevé, la verge tranchée et le corps transpercé par neuf clous avant de mourir. Hamid Ati, communiste, aurait été frappé au fouet métallique, suspendu à un ventilateur à hélice et enfin électrocuté.

Selon les informations recueillies par l'organisation mondiale de défense des droits de l'homme, notam-

ment lors d'une mission en janvier en Irak, cinq cent vingt prisonniers politiques irakiens auraient été assassinés en Irak depuis 1978. En outre, Amnesty cite les noms de cent quatorze personnes « dont toute trace a été perdue depuis leur arrestation entre 1979 et 1982 ». Les peines de mort prononcées devant le tribunal révolutionnaire « ne peuvent faire l'objet d'un appel et les audiences ne sont pas publiques ».

Dans son rapport, Amnesty International demande instamment au président Saddam Hussein de « publier une déclaration personnelle interdisant la torture en toute circonstance, garantissant la protection des prisonniers et suspendant immédiatement les exécutions pour délits politiques non violents ». Bagdad, dans sa réponse annexée au rapport, affirme qu'« il n'y a eu ni exécution politique ni tortures en Irak » et que ces accusations ont pour but de « discréditer le peuple irakien et son gouvernement révolutionnaire ».

CENTRE PRESSE

13. 10. 1983

FOIRE DU LIVRE A FRANCFORT : APPEL D'AMNESTY INTERNATIONAL EN FAVEUR DES ECRIVAINS PERSECUTES

L'organisation de défense des prisonniers politiques Amnesty International a publié mercredi à l'occasion de la foire du livre à Francfort une liste des noms de 152 écrivains, journalistes et éditeurs de 31 pays, arrêtés, assassinés ou qui ont « disparus » pour le simple fait d'avoir exercé leur droit d'expression.

Amnesty a ainsi cité le cas du journaliste Chia Thye Poh de Singapour, arrêté en 1966, et toujours en prison depuis, pour avoir écrit un article « prétendument subversif ».

Par ailleurs l'éditeur Turc Recep Marasli, directeur et rédacteur en chef de la maison d'édition « Komal » à Istanbul - qui a publié des œuvres sur la situation et la culture Kurde en Turquie - purge actuellement en Turquie une peine de 19 ans de prison. Il est accusé, selon Amnesty, d'avoir « affaibli la conscience nationale » du pays par ses publications.

Amnesty ajoute que sa liste était loin d'être exhaustive en précisant qu'il était très difficile d'obtenir des informations sur le sort des journalistes et écrivains arrêtés sans mettre en danger leurs familles, comme c'est notamment le cas en Iran.



Iraq: Political executions and deaths under torture

AI has appealed for an end to political executions in Iraq and has called on the government to conduct a thorough investigation into reported deaths under torture.

The organization has the names of 520 political prisoners reported to have been executed since 1978 and it has asked the Iraqi authorities to examine 23 cases of people reported to have died under torture since 1976.

In a report published on 19 October, following an AI mission to Iraq in January this year, the

organization says the procedures and findings of any such inquiry should be made public.

The report urges President Saddam Hussein to issue a personal statement prohibiting torture under all circumstances and to introduce safeguards to protect prisoners.

It also calls for an immediate halt to executions for non-violent political offences as a first step towards total abolition, and says special courts set up in Iraq to try political cases do not guarantee

fair trials and should be abandoned.

The recommendations were sent to the government after the AI mission had had talks with Iraqi officials between 22 and 28 January. It met government ministers, the Attorney General and the President of the country's Revolutionary Court.

In a 16-page reply included in the report, the Government of Iraq says there have been no political executions and that the torture allegations are false.

Torture and ill-treatment

AI has frequently sent the Iraqi authorities the names of torture victims over the years and provided details of what happened to them and which official agencies were responsible for torturing them.

The government has seldom replied—and then only to dismiss the allegations as untrue.

During AI's January 1983 mission, its delegates were told that complaints of torture and ill-treatment had been investigated and guilty officials punished—but AI has received no evidence of this.

In its reply, the Iraqi Government offers to investigate the individual allegations of torture documented in AI's 1981 report *Iraq: Evidence of torture*, if the victims, interviewed in exile by AI, are identified and returned to Iraq.

AI welcomes the government's stated willingness to investigate torture allegations but may not divulge the names of the 14 victims whose cases featured in its 1981 report on Iraq: the victims asked for their names to be withheld for fear of reprisals against their families and AI remains bound to respect their requests.

However, AI's latest report names other victims whose cases it has in the past brought to the Iraqi authorities' notice without any response and the organization again urges the government to investigate them and make the findings public. They include

- **Reber Mulla Hussein**, an Iraqi Kurd of about 19 who reportedly died under torture some four days after his arrest in April 1976. His body was returned to his family in Zakho on 26 April—apparently nine nails were imbedded in it, one of his eyes has been gouged out and his penis cut off. AI asked the government about this case in February 1977.



Ali Hama Salih, aged 12... his body is reported to have been handed to his family badly marked by torture after he had been detained for interrogation by security forces in February 1981.

- **Adnan Abd al-Jabbar**, a young man said to have been a "friend" of the Communist Party, is reported to have died in a Baghdad hospital on 1 October 1978 after being tortured in custody. He is said to have been beaten with truncheons, hung upside down and to have had a wire inserted into his anus. AI asked the government about his case in February 1979.

- **Ali Hama Salih**, a 12-year-old Iraqi Kurd from the village of Ja'afaran in Sulamaniya Province, was arrested on 25 February and detained for interrogation at Karadagh security headquarters. On 5 March his body is reported to have been returned to his family badly marked by torture. AI asked the government about this case in November 1981.

The government's reply to AI's new report stresses that suspects are detained in official police stations and are entitled to contact their relatives, appoint a lawyer and be seen by a doctor.

AI has urged the government to investigate the cases of 114 people who are reported to have been arrested by Iraqi security forces between 1979 and 1982 and whose legal status and whereabouts remain unknown to their families.

Although the Iraqi Government has repeatedly stressed that torture is prohibited by Iraqi law, AI remains concerned because the authorities have taken no definite steps against torture, apart from issuing a general order to the security forces that proper procedures should be followed and a warning that their powers should not be abused.

AI considers that there should be more than a mere legal prohibition of torture. There should be rules about access to prisoners; and regulations about interrogation methods; supervision of interrogators and prison warders; medical treatment and proper documentation; the conditions for admissibility in evidence of statements made by prisoners under interrogation; investigation of complaints of torture; and prosecution of the culprits.

Special courts

AI is gravely concerned about the use of special courts in Iraq—such as the Revolutionary Court—which function differently from ordinary criminal courts and whose procedures do not provide the

legal safeguards required by both Iraqi law and the International Covenant on Civil and Political Rights.

The President of the Revolutionary Court informed AI's delegates in January this year that the court's judges were always members of the ruling Ba'ith Party and that the Revolutionary Court, unlike ordinary courts, interprets the law according to Ba'ith Party principles.

Trials in the special courts are summary and often held *in camera*. There are stringent restrictions on the right to defence and there is no right of appeal to a higher court.

Death penalty

In a memorandum to the government of May 1981 AI expressed disquiet because "Iraq still provides the death penalty for a wide range of criminal and political offences" and because "hundreds of people are executed every year, mostly for political offences".

In its reply, the government questions AI's allegations and says that there have been no executions in Iraq for political reasons—it says the imposition of the death penalty for political activities by members of the Ba'ith Party is not a legitimate cause for AI's concern.

On 12 June 1980 AI published a list of the names of 257 Iraqis reported to have been executed over a two-year period between 1978-1979. The names included those of individuals charged with high treason, political activity in the armed forces, political or military involvement in the Kurdish opposition, bribery and economic espionage, membership of, or association with, illegal political parties and other illegal political activities.

These people were reported to have been tried either by the Revolutionary Court in Baghdad, by a military court, by the Special Court of Kirkuk or by other special courts. There are other references to death sentences passed in Iraq before and after 1980 in AI's annual reports.

The Middle East

an EC publication

October 1983 magazine

Fulvio Grimaldi visited the refugee camps built in northern Iraq for Iranian Kurds who had fled across the border, and talked to Iraqi and Kurdish officials about their subsequent destruction in Iran's 'Dawn Three' attack.

Dawn Three: a mountain raid

Iran's summer offensive against Iraqi Kurdistan was eventually beaten back by Iraqi counter-attacks, but not before the refugee camps set up by the Baghdad government for Iranian Kurds had been totally destroyed.

Several camps had been built along the border north of Irbil in the mountains around Haj Omran and Rowanduz. These provided sanctuary for some 20,000 Kurdish women, children and elderly who had fled from Iran as a result of earlier government attacks. But they also sheltered the command of the Iranian Kurdish Democratic Party (KDPI), which had full control of their internal administration.

Iraqi officers supervising supplies for the camps made no attempt to hide the extent of Baghdad's military support for the KDPI. Columns of heavily-equipped Kurdish fighters could be seen each night returning to Iran with food, medical supplies, light arms and ammunition.

Iran's "Dawn Three" operation in July and August is seen in Baghdad as being directly linked to the liquidation of the Iranian Tudeh (Communist) Party a few months earlier. Iraqi officials see this as Washington's price for tacitly supporting Dawn Three. "All that matters for the US is to prevent, at all costs, the Iranian revolution from falling under the control of the anti-imperialist and secular left," Iraqi Foreign Minister Tariq Aziz told *The Middle East*.

The US, the Iraqis claim, promised to back the Iranian summer offensive provided the Tudeh was eliminated, and as soon as the anti-Tudeh operation was over US

weapons and spares began to arrive in Tehran, through Israel or South Korea.

The KDPI had been expecting the attack. The party's spokesman in Europe, Hassan Ghazi, predicted the offensive, which, he said, would aim to divide up Kurdish-controlled areas of Iran and open a northern front with Iraq.

In the event, some 15,000 peshmergas (guerrilla fighters) of the KDPI and their Iraqi allies, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), faced an onslaught by 150,000 troops including the Iranian Army's 64th division from Orumieh, the 28th division from Sanandaj, two other divisions, contingents of Pasdaran (revolutionary guards) and gendarmie and members of Masoud Barzani's Iraqi KDP, which is now allied with Tehran.

Ghazi was open about the KDPI-PUK links, but denied that this extended to any understanding between the KDPI and Baghdad, recalling that the Iranian Kurds had volunteered to fight alongside Khomeini's forces when Iraq first attacked Iran three years ago.

Hassan Ghazi, a grandson of Ghazi Muhammad, who set up a short-lived Kurdish republic in Iran in 1945-46, is still optimistic. "Despite Khomeini's efforts, we still control vast areas of Kurdistan with our own schools, hospitals, courts."

But he is aware of the Kurds' limitations, and the impossibility at present of unifying Kurdish groups from the various different states in which they find themselves.

"Our struggle is against Khomeini and we do not want to become involved in the affairs of other countries," he insists. "We don't raise the issue of a Greater Kurdistan. We fight for democracy in Iran." □



18. 10. 1983

LES KURDES CONTRE KHOMEINI : L'AUTRE FRONT

L'homme qui dirige depuis quatre ans la résistance du Kurdistan iranien, Abderhamane Ghassemlou, secrétaire général du PDKI, s'explique pour « le Matin »

Guerre dans la guerre. Interminable et cruelle, guerre oubliée aussi, celle que subissent les Kurdes d'Iran depuis plus de quatre ans n'a que rarement l'honneur des manchettes. Elle oppose une dizaine de milliers de Peshmergas à 200 000 soldats et gardiens de la Révolution dépêchés par Téhéran. Les troupes gouvernementales occupent les villes kurdes, terrorisent les populations civiles, contrôlent les principales voies de communication. Pourtant elles encaissent de plus en plus mal les coups portés par la guérilla kurde au point que, selon des informations récentes, Téhéran aurait décidé d'évacuer plusieurs régions au nord du Kurdistan pour limiter les pertes.

L'enjeu de la guerre ? Le droit pour les Kurdes iraniens à l'autodétermination dans un Iran fédéral et démocratique. Abderhamane Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocrate kurde d'Iran (PDKI), la principale organisation de la résistance kurde, explique au *Matin* les raisons du combat qu'il mène aussi bien pour son peuple que pour l'ensemble des Iraniens. Démocratie, laïcité, autonomie pour les minorités nationales : ce sont encore des idées neuves en Iran. Ghassemlou assure qu'elles finiront par l'emporter.

LE MATIN. — Voilà maintenant plus de quatre ans que vous combattez par les armes le régime de Khomeini. Malgré les proclamations réitérées de celui-ci, il n'a pas réussi à vous anéantir. Néanmoins, l'armée de Téhéran occupe toutes les villes kurdes, elle dispose de forces incomparablement supérieures aux vôtres en nombre et en matériel. Pensez-vous pouvoir résister longtemps encore ?

ABDERHAMANE GHASSEMLOU. — Au moment où nous parlons, la situation militaire au Kurdistan est défavorable au régime. Les forces gouvernementales ont été capables, au prix de pertes considérables, de prendre le contrôle de quelques routes principales mais, de cinq heures du soir à l'aube, elles doivent les abandonner à nos Peshmergas. Elles ne sont nulle part à l'abri de nos embuscades. Même les villes ne sont pas sûres.

Il y a quelques semaines, les Peshmergas ont fait une incursion dans Mahabad (la capitale du Kurdistan iranien, NDLR) et, en plein centre de la ville, ont désarmé tous les policiers de la préfecture. Il y a un peu plus de quinze jours, les Peshmergas ont réussi à s'emparer d'une importante base de l'armée près de Nagadeh (au nord du Kurdistan, NDLR). Khomeini a engagé plus de 200 000 hommes contre nous et nos Peshmergas sont vingt fois moins nombreux, mais les cinq mois d'offensive contre nous du printemps et de l'été dernier ont coûté 5 322 morts et 516 blessés à nos adversaires. Certes, les troupes du régime incapables d'affronter victorieusement nos Peshmergas se vengent sur les populations civiles et mènent une véritable politique de génocide au Kurdistan. Pourtant le peuple kurde soutient la lutte armée comme jamais, non seulement dans les montagnes mais aussi dans les villes. Après l'exécution de cinquante-neuf prisonniers politiques à Mahabad, nous

avons lancé un appel à la grève générale. Il a été suivi unanimement dans toutes les villes kurdes. C'est le régime qui est aujourd'hui sur la défensive et nous qui attaquons. Les divers secteurs de l'opposition iranienne ont à plusieurs reprises annoncé la chute prochaine de Khomeini. Nous constatons qu'il est toujours en place.

Il faut d'abord rappeler que peu de dirigeants ont été aussi populaires que Khomeini lors de son retour en Iran avec probablement 90 % de la population derrière lui. Mais il y a eu de révolutions également ou la situation ait aussi rapidement changé. Je ne crois pas qu'aujourd'hui plus de 10 % des Iraniens soutiennent Khomeini. Ces 10 % sont lourds parce que ce sont essentiellement des jeunes gens, fanatisés, armés, bien organisés et bien entraînés, jouissant de toutes les possibilités offertes par un appareil d'Etat. C'est grâce à eux que Khomeini peut tenir. Je ne peux guère prédire ce qui va se passer dans le proche avenir, mais je constate que la crise du régime ne cesse de s'aggraver.

50 000 exécutions. Voilà ce qu'est devenu l'Iran à quelques mois du cinquième anniversaire de la République islamique.

Face à un tel bilan, ne vous arrive-t-il pas de penser que le régime du chah, après tout, ce n'était pas si mal ?

Non. Il est vrai que ce qui se passe aujourd'hui est bien pire que du temps de l'ancien régime, que la dictature du chah, malgré tout, respectait certaines règles. Mais nous l'avons combattue pendant vingt-cinq ans et nous ne la regrettons pas. La seule alternative à la dictature, celle du chah comme celle de Khomeini est la démocratie.

Vous n'avez cessé de le répéter en effet. Vous êtes même l'un des rares mouvements de libération dans le tiers monde à mettre à ce point l'accent sur la démocratie...

Parce que nous sommes un parti démocratique et nous le prouvons. Tout le monde sait qu'au Kurdistan iranien, le PDKI est de loin la force principale. Mais il y a maintenant plusieurs organisations au Kurdistan iranien, kurdes ou non kurdes, qui ont des positions différentes voire contraires aux nôtres. Elles n'en exercent pas moins leurs activités librement et ne subissent aucune répression de notre part. Vous connaissez notre slogan : autonomie pour le Kurdistan, démocratie pour l'Iran. Ces deux exigences sont pour nous inséparables.

Vous adversaires vous accusent d'être les « agents de Bagdad » dans sa guerre contre l'Iran. Quelles sont vos relations avec le gouvernement irakien ?

Avant toute chose, regardez une carte du Kurdistan iranien : nous sommes « géopolitiquement » encerclés. Nous n'avons pas d'accès à la mer et nous sommes entourés de pays dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont pas beau

Cela signifie-t-il que Bagdad vous aide financièrement et militairement ?

Nous n'avons reçu aucune aide du gouvernement irakien. Ni d'aucun autre gouvernement d'ailleurs.

Votre organisation participe au Conseil national de la résistance qui rassemble contre Khomeini diverses organisations dont les Modjaheddin du peuple et des personnalités comme l'ancien président Bani Sadr. Avez-vous le sentiment que vos alliés partagent pleinement votre point de vue sur l'avenir de l'Iran et du Kurdistan iranien ?

Nous n'avons accepté d'entrer dans ce Conseil que dans la mesure où il acceptait en retour notre double mot d'ordre : démocratie et autonomie, ce qu'a fait Massoud Rajavi, le dirigeant des Modjaheddin. D'autre part, le CNR reconnaît M. Bani Sadr comme le président légitime de l'Iran, alors que du temps où il était président de la République islamique il a mené la guerre contre nous. Cela nous posait des problèmes, mais nous avons estimé que Bani Sadr, ayant décidé de se joindre à l'opposition, avait en fait rallié nos positions et non le contraire.

La démocratie n'en reste pas moins une idée neuve en Iran. Avant la chute du chah, Khomeini avait promis la démocratie. Ne craignez-vous pas que l'Histoire se répète et que les minorités ne soient pas mieux traitées dans l'Iran de demain que dans celui d'aujourd'hui ?

Je crois que les leçons accumulées au cours des années récentes ne seront pas perdues. Quant à nous, les Kurdes, nous sommes aujourd'hui les mieux organisés, politiquement et militairement. Les

et resteront la meilleure garantie pour l'avenir du peuple kurde.

Nous sommes loin d'être d'accord sur tout avec nos alliés mais depuis deux ans que nous coopérons, nous avons appris à nous connaître. Certes l'organisation des Modjaheddin, bien que révolutionnaire, est fondée sur l'Islam et plus particulièrement le chiisme, alors que le PDKI est une organisation laïque favorable à la séparation de la religion et de l'Etat. Mais pour le moment nous menons ensemble une lutte sans merci contre le régime de Khomeini. D'autre part, le programme du CNR nous assure et la démocratie pour l'Iran, et l'autonomie pour le Kurdistan. Ce sont des raisons suffisantes pour que le PDKI reste et militent au sein de ce Conseil.

Pour l'avenir, je pense que si les droits des nationalités et des minorités iraniennes sont ainsi reconnus dans un Iran démocratique, il n'existera plus aucun danger.

**Propos recueillis par
Bernard Kouchner et
Marc Kravetz**

« 100 000 PRISONNIERS POLITIQUES, 50 000 EXÉCUTIONS... VOILÀ CE QU'EST DEvenu L'IRAN »

La guerre contre l'Irak est dans une impasse totale, toutes les offensives de Khomeini ont échoué. La guerre contre nous devient de plus en plus sanglante et dévastatrice. L'Etat compte 2 millions de réfugiés, des centaines de milliers de morts, de blessés, de mutilés, des ruines innombrables. L'Iran compte aujourd'hui plus de 5 millions de chômeurs, soit 12,5 % de la population totale. A quoi il faut ajouter l'absence de toutes libertés politique et individuelle, l'insulte quotidienne à la dignité humaine, les ingérences et les restrictions à la vie privée, près de 100 000 prisonniers politiques, plus de

coup de sympathie pour le peuple kurde. Or nous avons un besoin vital de communiquer avec l'extérieur. Si un Etat nous offre cette possibilité sans condition préalable, nous acceptons. C'est le cas du gouvernement irakien. D'autre part, et l'Irak et nous combattons le régime de Khomeini. Nous sommes donc, objectivement du même côté de la barricade, mais nous ne nous battons pas contre Khomeini pour le compte de l'Irak. Il y a donc coopération entre nous, et coopération légitime de notre point de vue puisque le mouvement de libération nationale des Kurdes d'Iran s'en trouve favorisé.

AGENCE FRANCE PRESSE

FRFR
FRAD478 4 0217 FRA /AFP-DS12
IRAN-KURDES FLT1

UN PROJET D'AUTONOMIE POUR LE KURDISTAN IRANIEN, APPROUVE PAR LA RESISTANCE NATIONALE IRANIENNE EN EXIL

PARIS, 3 NOV (AFP) - LE SECRETAIRE GENERAL DU PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN (PDKI), M. ABDULRAHMAN GHASSEMLOU, A AFFIRME JEUDI A PARIS QUE LE CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE (CNR, OPPOSITION EN EXIL) IRANIENNE AVAIT APPROUVE LES TERMES D'UN PROJET D'AUTONOMIE POUR LE KURDISTAN IRANIEN. CE PROJET DOIT, SELON M. GHASSEMLOU, "ETRE PROCLAME DANS QUELQUES JOURS A PARIS PAR M. MASSOUD RADJAVI", LEADER DES MOUDJAHEDINE DU PEUPLE (GAUCHE ISLAMIQUE IRANIENNE) ET CHEF DU CNR.

QUATRE POINTS DE CE PROJET SONT JUGES "TRES IMPORTANTS" PAR LE PDKI, A DIT M. GHASSEMLOU, LORS D'UNE CONFERENCE DE PRESSE:

- LA DELIMITATION DU TERRITOIRE KURDE,
 - LA RECONNAISSANCE DE LA COMPETENCE DES AUTORITES DE CE TERRITOIRE AUTONOME,
 - LE CONTROLE PAR CES AUTORITES DES FORCES DE SECURITE A L'INTERIEUR DE LA REGION AUTONOME,
 - LA RECONNAISSANCE DU KURDE COMME LANGUE OFFICIELLE DE LA REGION AUTONOME.
- SELON CE PROJET, A POURSUIVI LE CHEF DU PDKI, UN CONSEIL SUPERIEUR DU KURDISTAN DEVRA ETRE ELU POUR ADMINISTRER LA REGION AUTONOME, MAIS TOUJOURS DANS LE CADRE DE L'ETAT IRANIEN QUI RESTERA SOUVERAIN EN MATIERE DE DEFENSE NATIONALE ET DE GRANDS INVESTISSEMENTS.

SUIVRA
AFP 031847 NOV 83

FRFR
FRAD479 4 0262 FRA /AFP-DS85
IRAN-KURDES FLT2-DER

UN PROJET D'AUTONOMIE...

PARIS - CE PROJET, A INDIQUE M. GHASSEMLOU, APPROUVE PAR LA MAJORITE DES MEMBRES DU CNR, N'A PAS ENCORE RECU LA SIGNATURE DE L'UN DE SES RESPONSABLES, M. ABOLHASSAN BANISADR, ANCIEN CHEF DE L'ETAT IRANIEN, QUI, NOTENT LES OBSERVATEURS, AVAIT LANCE EN 1980 LA PREMIERE OFFENSIVE GOUVERNEMENTALE IRANIENNE CONTRE LES AUTONOMISTES KURDES.

M. GHASSEMLOU A INDIQUE D'AUTRE PART QUE LES FORCES GOUVERNEMENTALES, QUI POURSUIVENT UNE NOUVELLE OFFENSIVE AU KURDISTAN DEPUIS LE 17 OCTOBRE DERNIER, CONTROLENT TOUTES LES GRANDES VILLES, LES AXES LES PLUS IMPORTANTS DE LA REGION ET ONT PRIS QUELQUES VILLAGES".

LES PESHMERGAS (COMBATTANTS KURDES), A-T-IL SOULIGNE, GARDENT TOUTEFOIS UN POUVOIR D'INITIATIVE DANS LES ZONES RURALES ET MULTIPLIENT LES OPERATIONS PONCTUELLES. LE 9 OCTOBRE DERNIER, A-T-IL DIT, LA VILLE DE BOUKAN (30 KM AU NORD DE SAQEZ) A AINSI ETE CONTROLÉE PENDANT 24 HEURES PAR LES PESHMERGAS, QUI ONT FAIT, SELON LUI, 120 MORTS DU COTE DES FORCES IRANIENNES.

LE SECRETAIRE GENERAL A EGALEMENT DECLARE QUE LE PDKI AVAIT "DES RELATIONS DE BON VOISINAGE AVEC L'IRAK". "NOUS AVONS LE MEME ENNEMI, C'EST UNE REALITE OBJECTIVE, MAIS NOUS NE RECEVONS AUCUNE AIDE DE L'IRAK", A-T-IL POURSUIVI.

INTERROGE SUR LES CINQ AVIONS SUPER-ETENDARDS PROMIS PAR LA FRANCE A L'IRAK ET LIVRES EN OCTOBRE, SELON LE MINISTRE IRAKIEN DES AFFAIRES ETRANGERES, M. TAREK AZIZ, M. GHASSEMLOU A DECLARE: "AU CONTRAIRE DE M. BANISADR, JE SUIS POUR LA LIVRAISON DE CES AVIONS A L'IRAK, CAR IL FAUT TOUT FAIRE POUR ARRETER LA GUERRE".

ES/fa
AFP 031848 NOV 83

FRFR
FRAD585 4 0215 FRA /AFP-HL21
IRAN-KURDES

L'OPPOSITION IRANIENNE A ADOPTE UN PROJET D'AUTONOMIE DU KURDISTAN IRANIEN

PONTOISE, 8 NOV (AFP) - LE CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE IRANIENNE (CNRI-OPPOSITION AU REGIME ISLAMIQUE), REUNI MARDI A AUVERS-SUR-OISE (VAL-D'OISE), A ADOPTE UN PROJET D'ACCESSION A L'AUTONOMIE DU KURDISTAN IRANIEN "QUI GARANTIT LA PAIX CIVILE APRES LA CHUTE DU GOUVERNEMENT DE KHOMEINY".

CE PLAN, DEVOILE MARDI SOIR AU COURS D'UNE CONFERENCE DE PRESSE PAR M. MASSOUD RADJAVI, CHEF DES MOUDJAHEDINE DU PEUPLE ET PRESIDENT DU CNRI, A ETE SIGNE PAR MM. MAHMOUD RADJAVI ET ABOLHASSAN BANI-SADR, ANCIEN PRESIDENT IRANIEN, AINSI QUE PAR LE SECRETAIRE GENERAL DU PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN IRANIEN, LE DR ABDELRAHMAN GHASSEMLOU, LE REPRESENTANT DU CONSEIL UNIFIE DE LA GAUCHE IRANIENNE, CELUI DU FRONT DEMOCRATIQUE D'IRAN, ET LES RESPONSABLES DES DOUZE AUTRES ORGANISMES IRANIENS MEMBRES DU CNRI.

LE PROJET PRESENTE, QUI RECONNAIT OFFICIELLEMENT LA LANGUE KURDE, DEVRA ETRE APPROUVE PAR LES HABITANTS DU KURDISTAN AU SUFFRAGE UNIVERSEL.

SELON LES MEMBRES DU CNRI, L'ADOPTION DE CE PROJET "CONSOLIDE NOTRE UNITE, CE QUI NOUS REND INVULNERABLES. CE JOUR N'EST PAS UN JOUR FASTE POUR KHOMEINY ET LES MONARCHISTES QUI PENSaient QUE LE CNRI POUVAIT SE DISLOQUER SUR CE PROBLEME".

4. 11. 1983

KURDISTAN

La guerre camouflée de Téhéran

Le secrétaire général du PDKI rappelle l'agression permanente iranienne contre le peuple kurde

Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique d'Iran (PDKI), a dénoncé, au cours d'une conférence de presse qu'il tenait hier matin à Paris, la « guerre camouflée » que le régime de Téhéran menait depuis plus de trois ans contre le peuple kurde iranien.

« Le centre du conflit irano-irakien a désormais été déplacé du sud au nord depuis tout particulièrement le 17 octobre dernier, date à laquelle une vaste offensive a été lancée au Kurdistan, marquant une nouvelle étape de la guerre entre Bagdad et Téhéran. »

Selon Abdul Hassan Ghassemlou, les troupes gouvernementales contrôlent aujourd'hui un certain nombre de villes et de villages kurdes et certains grands axes routiers, tels Piransharh-Sardasht et Mahabad-Sardasht, mais au prix de pertes considérables. Par contre la résistance (qui regroupe des forces du PDKI, des moudjahidin et d'un groupe d'extrême gauche du Komaleh) tient des zones importantes dans les campagnes et dans les montagnes. Quelque 40.000 km², a estimé le dirigeant kurde.

Des incursions menées dans des villes comme Boukan, le 9 octobre, et Mahabad, le 17 août de cette année, prouvent les difficultés des gouvernementaux à tenir leurs positions. Les Peshmergas (les combattants kurdes) ont pu investir les centres de ces villes, désarmer les policiers des préfectures et affirmer leur présence dans ces deux cités plusieurs heures durant avec le soutien de la population.

Le secrétaire général du PDKI a, rappelé que le peuple kurde se battait « pour son autonomie dans le cadre de l'Iran ». A ce sujet, il a confirmé que ce principe d'autonomie avait été l'objet d'une intense discussion au sein du Conseil national de la révolution (CNR), un front d'opposition à Téhéran auquel appartiennent le PDKI, les moudjahidin et diverses personnalités comme l'ancien président iranien Banisadr. Le principe de l'autonomie a été approuvé par une partie de la direction du CNR. Il repose sur quatre revendications essentielles : la délimitation du territoire kurde (dépecée par le chah), la compétence des organes autonomes, la responsabilité de la sécurité intérieure et la reconnaissance de la langue kurde comme langue officielle avec le persan. Le PDKI se prononce également pour la mise en place d'un Parlement kurde librement élu.

Concernant le régime actuel de Téhéran, Abdul Rahman Ghassemlou a estimé que « bien que le gouvernement iranien soit en crise du fait des divergences internes, des difficultés économiques et de la guerre avec l'Irak, il avait encore des réserves malgré ses faiblesses. Il n'existe pas encore de forces suffisamment puissantes pour le renverser. Il convient de les organiser et de prendre en compte différents facteurs qui accéléreront la chute du régime de Khomeiny : le profond mécontentement populaire, la poursuite de la guerre avec l'Irak et la disparition de Khomeiny lui-même ».

DOMINIQUE BARI

Stamfurther Allgemeine

15. 11. 1983

Kurdische Familie ohne Warnung abgeschoben Polizei kam am frühen Morgen / Ausweisungsbeschluss wurde bei Vollstreckung zugestellt

Von unserem Korrespondenten Eckart Spoo

HANNOVER, 14. November. In Hannover hat die Härte, mit der die Ausländerbehörden in zwei Fällen die Abschiebung türkischer Frauen und Kinder betreiben, Empörung und Protest ausgelöst. Im jüngsten Fall drang am Wochenende ein Kommando der Kriminalpolizei um sechs Uhr morgens durch ein Kellerfenster in ein Wohnhaus im Vorort. Altwarmbüchen ein, riß die schwerkranke Menci Tokul und ihre sechs Kinder aus dem Schlaf und zwang die Familie, in aller Eile ihre Habe in die von den Beamten mitgebrachten Kisten und Säcke zu packen. Die Mutter brach zusammen. Im Krankenhaus wurde sie später für reisunfähig erklärt.

Der Anwalt der Familie erreichte den zuständigen Richter beim Verwaltungsverfahren Hannover erst am Mittag, als die Maschine nach Istanbul bereits gestartet war. Nach Angaben des Richters wurde in diesem Fall erstmals ein Abschiebungsbeschluss am Wochenende nach

Dienstschluß des Gerichts zugestellt und sofort vollstreckt. Die Ausländerbehörde hatte unter dem Datum vom Freitag nur für die Mutter und ihren ältesten taubstummen Sohn die sofortige Abschiebung schriftlich angeordnet. Die fünf anderen Kinder wurden ohne Anordnung außer Landes geschafft. Die Ausweisung war vorher nicht schriftlich mit Fristsetzung angedroht worden.

Der Familienvater, der Bauarbeiter Naif Tokul, der sich am Wochenende nicht bei seiner Familie aufhielt, hatte 1979 als Angehöriger der Yeciden, einer in der Osttürkei beheimateten und dort verfolgten Sekte, Antrag auf Asyl in der Bundesrepublik gestellt. Das Verwaltungsgericht Hannover hatte den Antrag abgelehnt, da das Auswärtige Amt in Bonn die Yeciden nicht als Verfolgte ansieht. Naif Tokul kämpft noch auf dem Rechtswege gegen seine eigene Ausweisung.

In dem zweiten Fall engagieren sich

kirchliche und andere Organisationen schon seit Wochen für die 21jährige Nazire Cicek, die im März vergangenen Jahres mit einem Durchreisevisum nach Hannover gekommen ist, um hier bei ihrem Ehemann leben zu können, worauf sie jedoch nach Auffassung der Behörden und Gerichte keinen Rechtsanspruch hat. Weil sie ein Kind bekam, wurde der Termin ihrer Abschiebung 14 Tage nach der Entbindung verschoben. Die Proteste bewirkten inzwischen einen weiteren Aufschub bis Februar 1984. Danach will Innenminister Egbert Möcklinghoff (CDU) keiner Fristverlängerung mehr zustimmen.

Nazire Cicek hat in ihrer türkischen Heimat keine Angehörigen. 53 niedersächsische Landtagsabgeordnete richteten am Wochenende eine Petition an die Landesregierung, mit der Abschiebung so lange zu warten, bis rechtskräftig über das Aufenthaltsrecht der jungen Türkin entschieden ist.

zwischen 8 und 17 Uhr und selbst in dieser Zeit sind sie sehr verwundbar durch unsere Hinterhalte. In den letzten Monaten ist es den Peschmerga gelungen, mehrere Basen der Regierungstruppen mit dem ganzen Waffenarsenal einzunehmen und die Mannschaft gefangenzunehmen.

Die Situation in den Städten wird durch folgende zwei Beispiele beschrieben: am 9. Oktober hielten die Peschmerga einen Tag lang die Stadt Bikan besetzt. Alles Eigentum der Regierungstruppen und der Kolaborateure wurde konfisziert. Die Regierungstruppen verloren über 120 Mann in der Stadt. Abends konnten sich die Peschmerga unbeschadet wieder zurückziehen. Dasselbe gelang den Peschmerga schon früher mehrfach in anderen Städten, insbesondere im Juni in Mahabad: In dieser Stadt von 70.000 Einwohnern gab es mehr als 70 Stützpunkte der Regierungstruppen. Die Peschmerga waren tagsüber in die Stadt eingedrungen. Es gelang ihnen, die Polizeipräfektur zu erobern - alles Material und alle Waffen rauszuschaffen und mehr als 120 Personen zu überwältigen - das alles ohne große Verluste, was für uns sehr wichtig ist.

tas: In den letzten Wochen gab es neue Bemühungen, den Golfkrieg zu beenden, denen allerdings der Iran nicht zustimmte. Aber wenn der Krieg gegen den Irak eines Tages beendet wird, droht dann eine Verstärkung des internen Krieges gegen die Kurden? Könnte der Widerstand der Kurden dann wieder in einem Einverständnis zwischen Bagdad und Teheran zerrieben werden?

Ghassemlou: Die irakischen Kurden unter Barzani, denen dies 1975 passierte, hatten sich vor allem auf die Hilfe des Schah verlassen. Als dieser sich mit Saddam Hussein einigte, mußte Barzani aufgeben. Wir verlassen uns vor allem auf unsere eigenen Kräfte. Wenn Khomeini mit Saddam Hussein Frieden schließt, werden wir weiterkämpfen. Die Berge sind sehr hoch in Kurdistan. Aber der Frieden mit dem Irak könnte sogar den Sturz Khomeinis herbeiführen - genauso wie die Fortsetzung des Krieges. Den Frieden zu akzeptieren, bedeutet für Khomeini, seine gesamte bisherige Politik zu leugnen. Er hat mehrfach öffentlich betont, daß es ihm darauf ankommt, das Regime von Saddam Hussein zu stürzen. Er wird den Krieg weiterführen. Um den Krieg zu beenden, muß erst die Herrschaft Khomeinis beendet werden.

tas: Wie sehen die Chancen dafür aus?

Ghassemlou: Ein Teil der Opposition war immer bereit, den nahen Sturz des Khomeini-Regimes zu prophezeien. Aber obwohl das Regime sich in der Tat in einer Krise befindet, auf wirtschaftlicher, militärischer, politischer, sozialer und kultureller Ebene, hat dieses Regime immer noch Reserven. Es ist schwach, aber es gibt keine Kraft, die heute in der Lage wäre, es zu stürzen und an seine Stelle zu treten. Das Khomeini-Regime funktioniert nicht nach demokratischen Mechanismen, sondern man braucht eine militärische Kraft, um es zu stürzen: Diese existiert derzeit nicht.

Was aber nicht heißt, daß die im Westen oftmals zu hörende These stimmt, Khomeinis Regime sei inzwischen stabilisiert. Damit sollen normale diplomatische und Handelsbeziehungen mit diesem Regime gerechtfertigt werden. Es ist nicht konsolidiert, es befindet sich in der Krise. Der Krieg mit dem Irak ist ein zentrales Beispiel: Khomeinis Politik verlangt eine Fortsetzung des Krieges. Aber wenn er weiterhin keine Erfolge auf militärischer Ebene erkämpfen kann, bedeutet der Krieg politisch und ökonomisch eine Gefährdung des Regimes: denn das ist nicht nur für den Irak, sondern auch für den Iran ein Abnutzungskrieg. Auf der anderen Seite muß man bedenken: man macht nicht alle fünf Jahre eine Revolution. Das iranische Volk hat eine große Revolution durchgeführt, um die es betrogen wurde. Die iranische Bevölkerung ist heute frustriert, enttäuscht. Es ist nicht übertrieben, wenn man sagt, daß Khomeini nach dem Sturz des Schah 85% der Bevölkerung hinter sich hatte. Das ist enorm, nennen Sie mir ein anderes Beispiel in der Geschichte, wo ein Führer eine solche Zustimmung besaß. Aber mit genauso wenig Übertreibung kann man sagen, daß heute 85% der Bevölkerung gegen Khomeini eingestellt sind. Aber das ist eine Opposition, die im wesentlichen passiv ist. Man muß sie aktivieren.

Auch wenn sich das Regime in der Krise befindet, wird es deshalb nicht von heute auf morgen stürzen. Dazu braucht es eine Kraft, die erst noch aufgebaut werden muß. Dabei gibt es äußere Faktoren, die den Sturz des Regimes beschleunigen können: Zum Beispiel der irakisch-iranische Krieg oder auch der Tod Khomeinis.

tas: Woher nehmen die kurdischen Peschmerga die Kraft, den Widerstand eventuell noch längere Zeit durchzuhalten?

Ghassemlou: Wir können noch lange durchhalten. Man wird vielleicht die Taktik ändern müssen. Ich meine damit: bisher haben wir einige Male einen frontalen Krieg geführt, der selbstverständlich auch uns teuer zu stehen kommt. Wir haben



nicht dieselben Reserven wie die Zentralregierung. Aber ich denke, wir können sehr wohl noch lange einen Guerilla-Kampf führen: ständig in Bewegung sein, überall und nirgends sein und kämpfen - wie es so schön in der Theorie heißt.

Wir werden von der Bevölkerung unterstützt. Gleich welche Stadt in Kurdistan - überall sind die Peschmerga zu Hause. Jeder Hirte in den Bergen ist bereit, den Peschmerga zu helfen, ihnen Essen und Schlafplatz zu geben. Aber die Situation in Kurdistan ist gar nicht so dramatisch: Hunderte, ja tausende von Feldern liegen in dem Gebiet, das wir kontrollieren. Die Regierungstruppen sind auch nicht in der Lage, sie einzukreisen. Eher werden sie in ihren Stellungen von den Peschmerga eingekreist. Wir haben nur ein einziges Problem: manchmal müssen wir - gerade bei dieser Guerilla-Taktik - den Ort wechseln, müssen unser Quartier zurücklassen und uns woanders neu einrichten. Die Regierung kann Truppen zusammenziehen und mobilisieren, um uns an irgendeinen Ort anzugreifen und von dort zu vertreiben. Aber sie haben nicht die Kraft, uns gleichzeitig von überall zu vertreiben.

Die Kräfte des Widerstands

Die bedeutendste politische und militärische Kraft des kurdischen Widerstandes ist die „Demokratische Partei des iranischen Kurdistan“ mit rund 12.000 ständigen Peschmerga. Sie vertritt eine liberal-demokratische, laizistische Politik mit sozialistischen Anklängen und ist neben den Volksmudjahedin wichtigstes Mitglied im „Nationalen Widerstandsrat“ (Sitz: Paris). Im iranischen Kurdistan kämpft sie gemeinsam mit den rund 3.000 Peschmerga der marxistisch-leninistischen Kurdenorganisation „Komala“ (auch: Kumileh), die vor kurzem gemeinsam mit anderen eine neue „Kommunistische Partei des Iran“ gegründet hat. Die Komala ist nicht Mitglied des nationalen Widerstandsrats. Ihre Kritik richtet sich vor allem gegen die Teilnahme von Ex-Präsident Banisadr, der bis vor zwei Jahren Oberbefehlshaber der Regierungstruppen war. Als eine Art Miliz greifen im Bedarfsfall mehrere zehntausend kurdische Bauern in die Kämpfe ein. Unterstützt werden die Kurden auch von rund 2000 Peschmerga der Volksmudjahedin, die im Kurdengebiet zudem ihren Radiosender betreiben und verteidigen sowie Trainingslager unterhalten: ein logistisches Rückzugsgebiet für die Untergrundzellen der Organisation in den anderen iranischen Provinzen.

Der „Golfkrieg“ in den Bergen Kurdistans

Die Mobilisierung für eine Ausdehnung der Islamischen Revolution dient der Repression nach Innen

„Morgenröte 4“, die Mitte Oktober am Aschura-Fest gestartete und noch andauernde Offensive der Teheraner Regierung im „Golfkrieg“ hat weniger den Irak als den kurdischen Widerstand im Iran getroffen. Der Ruf Khomeinis, in Erinnerung an die Tötung des Imam Hussein, Hauptbezugspunkt der schiitischen Leidensgeschichte, im Kampf gegen den gottlosen (irakischen Präsidenten) Saddam Hussein zum Märtyrertod bereit zu sein, wird faktisch gegen die inneren Feinde der Islamischen Republik gelenkt. Denn um an der Nordfront an irakisches Territorium zu gelangen, müssen die Regierungstruppen - Pasdaran, reguläre Soldaten und Freiwilligenverbände („Bassidji“) - erst einmal das Gebiet der Kurden durchqueren, deren Peschmerga (Kämpfer) der Teheraner Regierung seit vier Jahren erbitterten Widerstand leisten. Ihnen gilt der erste Schlag, welche Ziele im Nordirak auch immer behauptet oder wirklich anvisiert werden (z.B. die einzige funktionierende Erdölpipeline des Irak).

Seit einem Jahr findet der Golfkrieg mit wenigen Ausnahmen nicht mehr an der Südfront, am Persischen Golf, sondern an der Nordfront in den Bergen Kurdistans statt. In ihnen liegen die „befreiten Gebiete“: Faktisch können sich die Peschmerga in dem gesamten Land entlang der türkisch-irakischen Grenze von Khoi im Norden bis etwa nach Kamarian südlich von Sanandaj bewegen. Allerdings haben die Regierungstruppen auf vielen Hügeln und vor allen Städten ihre Garnisone, von denen aus sie die Städte und großen Straßen so weit wie möglich insbesondere tagsüber kontrollieren.

„Wir können noch lange durchhalten“, meinte der Generalsekretär der Demokratischen Partei des Iranischen Kurdistan, Ghassemlou, gegenüber der taz. Die Aussichten für eine Beendigung des Golfkrieges schätzt er gering ein. „Der Krieg gegen die Kurden ist im Iran noch unpopulärer. Man kann die Leute leichter gegen die Kurden in den Krieg schicken, wenn man ihnen sagt, es geht gegen den Irak. Unsere

Peschmerga haben schon junge Bassidji gefangengenommen, die völlig überrascht waren, als ihre Bewacher fließend persisch sprachen. Ihnen war immer gesagt worden, die Hügel vor ihnen seien von Irakern besetzt.“

Auf diese Logik gehen die kürzlich vom Weltsicherheitsrat und auf dem europäisch-arabischen Parlamentartreffen in Bagdad verabschiedeten Vermittlungsvorschläge ein, wenn sie zunächst nur einen begrenzten Waffenstillstand in der Golfregion fordern. Die westlichen

Länder und die Staaten der arabischen Halbinsel sorgen sich vor allem über eine Bedrohung des Erdölexportes aus dem Golfgebiet. Sie reagierten auf den ansonsten vergessenen Golfkrieg immer nur in diesem Zusammenhang. Die Situation in den Bergen Kurdistans ist ihnen relativ gleichgültig. Es verstößt nicht gegen ihre Interessen, wenn die religiös-nationale Mobilisierung für den Golfkrieg faktisch gegen den inneren Feind gewendet wird.

Denn im Krieg gegen den Irak gibt es keine richtigen Erfolge mehr; wie noch vor anderthalb Jahren, als die Iraker an der Südfront spektakulär in das eigene Land zurückgetrieben wurden. Nach der Analyse der Volksmudjahedin wird die Teheraner Regierung den Krieg dennoch fortsetzen: Aus Angst vor dem Frieden. Denn mit der Beendigung des Krieges entfällt eine zentrale Entschuldigung für all die wirtschaftlichen und sozialen Probleme. Forderungen, die jetzt mit dem Hinweis auf den Krieg unterdrückt werden, können dann durchaus im Rahmen der offiziellen Ideologie von islamischer Gerechtigkeit erhoben werden. Dies eröffnet der Opposition neue Möglichkeiten der Agitation. Die Volksmudjahedin spekulieren darauf, daß sozio-ökonomische Forderungen immer auch eine politische Dimension besitzen und sie bereiten sich darauf vor. Die Teheraner Regierung muß das in ihre Überlegungen einbeziehen.

INTERVIEW mit ABDELHAMANGHASSEMLOU, dem Generalsekretär der „Demokratischen Partei im Iranischen Kurdistan“

„Wir können den Widerstand noch lange durchhalten“

taz: Vor einem Jahr mußten Sie das Hauptquartier Ihrer Partei aus einem Ort auf der Straße zwischen Piranshar und Sardasht weiter zurück in die Berge verlegen. Bei der neuesten, noch andauernden Offensive drangen die Regierungstruppen in das Gebiet bei Alan in der Nähe von Baneh ein, wo sich ebenfalls eines ihrer zentralen Quartiere befand. Wie beurteilen Sie die aktuelle Situation im Kurdengebiet?

Ghassemlou: Die militärische Lage hat sich seit dem Herbst vor einem Jahr nicht wesentlich geändert. Bei der damaligen

Offensive hatten die Regierungstruppen ihren letzten großen Erfolg, als sie - allerdings unter den enormen Verlusten von über 7.000 Toten und noch einmal soviel Verletzten - die strategisch wichtige Straße Piranshar - Sardasht eroberten. Dieses Jahr liegt der Erfolg der Regierungstruppen darin, die Verbindung Mahabad - Sardasht unter ihre Kontrolle gebracht zu haben. Während wir letztes Jahr an der Straße Piranshar - Sardasht erheblichen Widerstand geleistet haben, wurde die Verbindung Mahabad - Sardasht von uns

nicht mit derselben Energie verteidigt. Die großen Verbindungsstraßen werden von den Regierungstruppen kontrolliert; die Städte ebenso. Wir haben sie schon von längerer Zeit aufgegeben, sowohl aus militärischen Gründen - unter den Bomben mußte vor allem die Zivilbevölkerung leiden - als auch aus ökonomischen Gründen - es war uns nicht möglich, die größten Städte mit Benzin, Heizöl und anderen Dingen ausreichend zu versorgen. Aber auch die Verbindungsstraßen kontrollieren die Regierungstruppen nur tagsüber

Die Peschmerga sind überall in Kurdistan zu Hause Als Schafzüchter arbeiten, als Peschmerga kämpfen

„Befreite Gebiete“ - wie können wir uns dies von der BRD aus vorstellen? Zunächst einmal, daß das Leben in den kahlen Bergen Kurdistans so weitergeht, wie immer: Die Kurden sind Bauern und Hirten; Frauen und Kinder kümmern sich um die Schaf- und Ziegenherden; die Milch wird zu Käse und Butter verarbeitet; der getrocknete Mist dient als Brennstoff; die Männer pflügen den Boden mit einfachen Ochsen gespannen; im Herbst wird das Korn gedroschen, indem Ochsen und Esel in Sechserreihen nebeneinandergebunden stundenlang im Kreis über das Korn laufen. Die aus Naturstein und Lehm gebauten Dörfer sind oftmals nur über schmale

die Karawanen und das Wirtschaftsleben in den „befreiten Gebieten“ aus. Die Wirtschaft aber natürlich ist das Leben nicht so, wie im Frieden. Die Kurden sind stark genug, daß sich die Regierungstruppen in ihren Stützpunkten verschanzen müssen. Aber das „befreite Gebiet“, rund 40 Quadratkilometer groß, ist nicht mehr wie noch vor drei Jahren ein zusammenhängendes Territorium. Die Kurden haben sich stärker auf die Guerillataktik verlegt. Nach einigen verlustreichen Schlachten mußten sie sowohl Städte als auch große Verbindungsstraßen den Regierungstruppen überlassen. Auch in den „befreiten Gebieten“ können jederzeit die Dörfer bombardiert werden - oft als „Strafaktion“ gegen Peschmerga-

Drei Episoden aus dem Kriegsalltag

Aus einem Kommuniqué der Komala: „Die Traktor-Besitzer aus den Dörfern 'Nahut' und 'Deh-gurdji' legten die Arbeit für vier Tage nieder und protestierten vor dem Gebäude des Verwaltungsbezirks. Der Grund ihres Protests war das Beharren der bewaffneten Kräfte des Regimes darauf, daß die Bauern mit ihren Traktoren die Strecke zwischen zwei Militärstützpunkten benutzen sollten. Die Söldner des Regimes wollten dadurch ihre Militärfahrzeuge vor Minen schützen, die von den Peschmerga gelegt werden.“

Eine Meldung der Volksmudjahedin: „In den Abendstunden am Sonntag, dem 6. 11. 83 haben Peschmerga-Einheiten eine gemeinsame großangelegte (Gegen-)Offensive gegen die Einheiten des Khomeini-Regimes auf den Nuri-Höhen im Gebiet Sardascht begonnen. Die fünf Stützpunkte des Feindes wurden gleichzeitig von vier Seiten unter Beschuß genommen. Es wurden schwere und leichte Maschinengewehre, R.P.G., Raketen und Granaten eingesetzt. Einige Stunden nach diesem Angriff wurden 2/3 der Barrikaden und Positionen des Feindes von den Widerstands-Einheiten erobert. Dabei wurde sehr viel Kriegsmaterial erbeutet und später hinter die Front gebracht. Die eroberten Stützpunkte wurden bis 4 Uhr am nächsten Morgen gehalten. Bei diesen Auseinandersetzungen wurden mindestens 150 Repressionskräfte Khomeinis getötet oder verletzt. Fünf Peschmerga der Demokratischen Partei und einer der Volksmudjahedin fanden den Märtyrertod, 16 weitere wurden verletzt.“

Nach diesen Angriffen begann der Feind am 7. 11. seine Positionen auf den Nuri-Höhen mit neuen Kräften zu verstärken, die mit Hubschraubern eingeflogen wurden. Der Feind hat im Laufe der Kämpfe und auch danach die Dörfer der Umgebung ständig mit Mörsern und Granaten beschossen.“

Aus dem Brief der Komala vom 30. 10. 83 an das Internationale Rote Kreuz in Genf: „Am 22. Oktober haben die Flugzeuge des iranischen Regimes das Dorf Bajendjan nahe der Stadt Saghez mit chemischen Bomben angegriffen. Einige der Dorfbewohner sind dabei ums Leben gekommen. Die Giftstoffe haben bei der Dorfbevölkerung große gesundheitliche Schäden verursacht. Die Menschen schweben in Lebensgefahr, denn ärztliche Hilfe und Medikamente sind nicht vorhanden. Der Einsatz von chemischen Waffen gegen die kurdische Bevölkerung stellt eine völlig neue Kriegsform dar.“

Thomas Hartmann



Aktionen. Die Peschmerga besitzen kein ausgebautes Flugabwehrsystem. Die Zivilbevölkerung schützt sich eher durch den Ausbau von Tunnelsystemen oder scheidet durch die Flucht in die Berge, sobald ein Angriff droht. Nach zwei Tagen kommen sie dann wieder zurück und reparieren die Häuser - früher mußten sie dies nur bei Sturm oder sonstigen Unwetter-Katastrophen tun.

Aber der Widerstand in den letzten 4 Jahren hat auch positive Veränderungen gebracht: Die Demokratische Partei hat Keime neuer Verwaltungsstrukturen in den Dörfern durch gewählte Bauernräte entwickelt, brachliegendes Land wurde vergeben und Ansätze kollektiver Bearbeitung des Bodens entwickelt; Fünf mobile Krankenstationen bestehen heute (es mangelt aber an Ärzten - insb. Chirurgen- und Medikamenten, auch warmen Decken etc.; wer helfen will, kann sich an die taz-Auslandsredaktion wenden); in mehreren hundert „Zwergschulen“ wird zum ersten Mal mit Schulbüchern in kurdischer Sprache Lesen und Schreiben unterrichtet.

Maultierpfade zu erreichen. Was nicht selber hergestellt werden kann wie Tee oder Zucker wird mit Maultier-Karawanen herbeigeschafft: Schon immer blühte auch der Schmuggel in diesem Länderdreieck zwischen Irak-Türkei und dem Iran. Video-Recorder, Kaugummi und natürlich Alkohol sind in der Islamischen Republik heiß begehrt. Waffen herbeizuschaffen ist für die Peschmerga auch kein Problem. Nach dem Rückzug aus den großen Städten vor zweieinhalb Jahren bauten die Kurden geschützt in den Bergen, fernab von Straßen, regelrechte neue Handels-Plätze für schätliche Selbstversorgung der Kurden ist Grundlage für die Ausdauer der Peschmerga.

Politisches Asyl

Dr. Kamal Fuad:

Gutachten zu Asylanträgen von Kurden irakischer Staatsbürgerschaft



Dorf in Kurdistan vor der Zerstörung,

Foto Gérard Klijn

Der irakische Staat in seiner jetzigen Form, wurde nach dem Zusammenbruch des osmanischen Reiches infolge des ersten Weltkrieges, von der britischen Kolonialmacht, aus drei ehemals osmanischen Verwaltungsbezirken (Basra, Bagdad und Mosul) geschaffen. Die Engländer eroberten zuerst Basra und dann Bagdad (1917). Im Bezirk Mosul, der hauptsächlich von Kurden bewohnt wird, gründeten die Kurden 1918 unter Scheich Mahmud eine kurdische Verwaltung mit der Hauptstadt Sulaimaniya. Diese Verwaltung wurde zunächst von den Engländern anerkannt. Als diese dann versuchten mehr Einfluß in der kurdischen Region zu gewinnen, stießen sie auf eine Ablehnungshaltung des Scheich Mahmud. Es kam zu bewaffneten Auseinandersetzungen. Scheich Mahmud wurde

am 19.6.1919 festgenommen und nach Indien verbannt. Daraufhin organisierten die Kurden bewaffnete Überfälle auf englische Einrichtungen, die bis 1922 dauerten.

Im Friedensvertrag von Sèvres 1920 wurde der Irak den Briten als Mandatsgebiet zugesprochen. Sie holten den Haschimiten Feisal von der arabischen Halbinsel (heute Saudi-Arabien) und setzten ihn im August 1921 ohne eine Volksbefragung als König in Bagdad ein. Das Mandatsgebiet bestand aus den arabischen Verwaltungsbezirken Bagdad und Basra. Auf Mosul erhob die Türkei Anspruch. Dies führte zur bekannten "Mosul-Frage" und zum Streit zwischen England und der Türkei.

Unter dem Druck des kurdischen Widerstandes ließen die Engländer 1922

Scheich Mahmud frei, der nach Sulaimaniya zurückkehrte und sich der "König von Kurdistan" nannte. Am 24.12.1922 riefen die beiden Regierungen in London und Bagdad die Kurden in einer gemeinsamen Erklärung auf, ihre Vertreter zur Regelung der politischen und wirtschaftlichen Beziehungen zu den beiden Regierungen zu entsenden.

Nachdem die Engländer ihre Position in Bagdad festigten, zogen sie ihre Anerkennung der Regierung Scheich Mahmuds zurück. Die Stadt Sulaimaniya wurde durch die Royal Air Force (RAF) gnadenlos bombardiert. Scheich Mahmud verließ die Stadt und leistete bis 1931 bewaffneten Widerstand gegen die englische Herrschaft. 1925 wurde der Bezirk Mosul vom Völkerbund England zugesprochen und in den Irak eingegliedert. Der Irak gab un-

mittelbar danach, unter dem ausländischen König Faisal I., England eine Koncession für 50 Jahre über die reichen Ölfelder von Kirkuk.

1932 wurde das Königreich Irak mit dem Beitritt zum Völkerbund formell unabhängig. Der Einfluß Englands blieb jedoch in den wichtigsten Bereichen bestehen. Im Vordergrund standen die Ölinteressen und die Sicherung der Ausbeutung der Ölfelder. Die kurdischen Forderungen nach Selbstbestimmung wurden mit brutaler Unterdrückung, Einsatz der Royal Air Force (RAF), die die Zerstörung vieler kurdischer Ortschaften und den Tod von Tausenden verursachten, beantwortet. Mit Waffengewalt hinderte die englische Armee die Kurden an der Selbstbestimmung. Die irakischen Truppen wären aus eigener Kraft und ohne fremde Hilfe dazu nicht in der Lage gewesen.

Während des zweiten Weltkrieges und in den Nachkriegsjahren wuchs der Widerstand der irakischen Völker gegen die von England eingesetzte Monarchie. Der kurdische Aufstand von Barzan 1943-45, der Aufstand der Arbeiter in den Ölfeldern von Kirkuk 1946, die Volksaufstände von Januar 1948, November 1952, Oktober 1956 u.a.m., sind einige Beispiele für die Unzufriedenheit der irakischen Völker mit der proenglischen Monarchie und ein Zeichen für den gemeinsamen Kampf der Kurden und Araber gegen Ausbeutung und Unterdrückung.

Am 14. Juli 1958 wurde Irak durch einen Militärstaatsstreich unter General Kassem zur Republik, die in ihren ersten Jahren positiven Einfluß auf die politische Entwicklung des Landes nahm. Parteien und Gewerkschaften wurden zugelassen, Kurden und Araber wurden in der provisorischen Verfassung als gleichberechtigte Partner genannt, der Irak trat aus dem Bagdad-Pakt (später CENTO-Pakt) aus. Unter dem Druck des Militärs und des arabischen Chauvinismus, wurden alle diese Schritte, die mit Begeisterung von den Volksmassen aufgenommen wurden, rückgängig gemacht. 1961 löste die Regierung die zugelassenen Parteien auf, viele demokratisch gesinnte Politiker wurden eingesperrt. Die Führer der Demokratischen Partei Kurdistans (DPK) flüchteten in die Berge, um den Verfolgungsmaßnahmen zu entkommen. Die Regierungstruppen griffen die kurdischen Stellungen an (Sept. 1961). Es kam zu heftigen Auseinandersetzungen, die bis Februar 1963 andauerten. Am 8. Februar übernahmen die arabischen Nationalisten, mit der Baath-Partei an der Spitze, durch einen Militärputsch die Macht, General Kassem und seine engsten Mitarbeiter wurden hingerichtet. Die neuen Machthaber machten den Kurden am Anfang viele Versprechungen. Es wurde ein Waffenstillstand vereinbart. Nachdem sie mit Ihren Gegnern in Bagdad abgerechnet hatten, gingen sie mit schärferen Maßnahmen gegen die Kurden vor. Am 9. Juni 1963 nahmen Einheiten des Militärs in der Stadt Sulaimanlya Tausende von Kurden fest, 276 von ihnen wurden an Ort und Stelle erschossen. Jedoch konnten die Ausrottungsmaßnahmen der Regierung den Widerstandskampf der Kurden nicht brechen. Der Einsatz von syrischen

Truppen half der Regierung auch nicht. Regierungen wechselten einander ab, der Krieg gegen die Kurden dauerte an.

Am 17.7.1968 gelang es der Baath-Partei wieder die Macht zu übernehmen. Unter dem Druck des kurdischen Aufstandes, gab die Regierung am 11.3.1970 bekannt, den kurdischen Forderungen nachzukommen. Laut einer Vereinbarung wurden die kurdischen Rechte in 15 Punkten festgelegt. Demnach sollte innerhalb von vier Jahren in den kurdischen Gebieten eine freigewählte autonome Verwaltung errichtet werden.

Vier Jahre später, am 11.3.1974, ging die Regierung dann zwar pro forma auf das 1970 mit den Kurden geschlossene Abkommen ein. Aber das von ihr entworfene "Autonomie"-Gesetz kam einseitig, ohne die Mitwirkung der Kurden zustande und entsprach auch inhaltlich nicht ihren Bedürfnissen. Durch das angekündigte "Autonomie"-Gesetz wurde 1/3 der kurdischen Region von dem "Autonomen Gebiet" ausgeschlossen. Die ölfreie Städte Kirkuk und Khanekin sowie Schēkan, Sindjar und später Akre wurden als nicht-kurdisch erklärt. Die Minister des "Autonomen Gebietes" und sogar das Parlament wurden von einem sogenannten "Revolutionsrat" ernannt und nicht wie seinerzeit vereinbart von Kurden gewählt. Der "Revolutionsrat" war laut Gesetz berechtigt, sofort den autonomen Ministerrat und das Parlament aufzulösen, wenn "die Interessen des Staates dies für notwendig erscheinen lassen." Gleichzeitig mit der Ankündigung des "Autonomie-Gesetzes" nahmen Regierungseinheiten alle wichtigen Stellen in den kurdischen

Städten ein. Sie erhielten Befehl, auf jede "verdächtige" Bewegung hin sofort das Feuer zu eröffnen.

Schon kurz nach dem 11.3.1970 hatte sich gezeigt, daß die Machthaber in keiner Weise ihre Erklärungen ernst nahmen. Einen Monat später verübten regierungstreue Elemente einen Bombenanschlag auf das Hauptquartier der DPK in Mosul. Dadurch beabsichtigten sie, die Anhänger der Partei zu terrorisieren und sie zum Verlassen der Stadt zu zwingen. Die Kurden zeigten Geduld. Um seinen guten Willen zu zeigen, schickte Barzani seinen Sohn Idris im Dezember 1970 zur Regelung der Beziehungen mit der Regierung nach Bagdad. Dort verübte man ein Attentat gegen ihn. Sein Besuch endete ergebnislos. Im September 1971 beauftragten die irakischen Staatssicherheitsbehörden neun schiitische Gelehrte (Mullahs), einen Besuch bei Barzani abzustatten. Einem der Gelehrten wurde ein Kassettenrecorder überreicht. Er sollte das Gespräch mit Barzani aufnehmen. Als der ahnungslose Mullah den Knopf drückte, explodierte der angebliche Kassettenrecorder. Der Mullah war an Ort und Stelle tot, Barzani entkam mit leichten Verletzungen. Attentate dieser Art, Verschleppungen von Mitgliedern der DPK, heimtückische Ermordungen u. dgl. m. wiederholten sich im Laufe der folgenden Jahre. Während dieser Zeit festigte die Regierung ihre Macht durch die Modernisierung ihrer Armee, Beseitigung von politischen Gegnern, Einrichtung von Geheimdiensten in allen staatlichen Bereichen, Pflege guter politischer und wirtschaftlicher Beziehungen mit dem Ausland usw.



Kurdische Partisanen,

Foto: Sternberg



Schule im befreiten Gebiet,

Foto: Gérard Klijn

Eihige Wochen später überfielen die Regierungstruppen, gestützt auf die Luftwaffe, die nicht von ihnen kontrollierten Gebiete: Am 20.4.1974 bombardierten sie die kleine Stadt Galala, 22 Tote; am 22. die Stadt Rawanduz, die völlig zerstört wurde; am 24.4. die wehrlose Stadt Kaladize, wo sich die geflüchteten Angehörigen der Universität Sulaimaniya aufhielten, 93 Tote und zahlreiche Verletzte. Am 26.4. bombardierten sie die Stadt Halabja: 71 Tote und völlige Zerstörung der Stadt. Am 30.4. wurden fünf kurdische Studenten, unter ihnen die Studentin Layla Kasseem hingerichtet. Sie waren wegen der Fortsetzung des Studiums in Bagdad geblieben. Und so ging es weiter, jeden Tag Bombardierungen, Hinrichtungen, Razzien und Massenverhaftungen. Trotz dieser barbarischen Maßnahmen gelang es der Regierung nicht, den Widerstandskampf der Kurden zu brechen. Sie nutzte nun die Schwäche der damaligen kurdischen Führung, ihre Abhängigkeit vom Ausland, aus. Durch algerische Vermittlung kam es zu einer Vereinbarung mit dem Schah-Regime. Laut eines Abkommens, das am 6. März 1975 in Algier vereinbart worden war, verzichtete Irak auf seine Hoheitsansprüche auf der Wasserstraße von Schat-el-Arab; als Gegenleistung versicherte Iran die Schließung seiner Grenzen vor den Kurden. Daraufhin gab Barazni die Einstellung des Wider-

standskampfes bekannt, zog sich nach Iran zurück und begab sich später nach Amerika, wo er am 2.3.1979 starb. Auf diese Weise, und nicht durch einen Militärsieg, wie vom Bundesamt für die Anerkennung ausländischer Flüchtlinge behauptet wird, gelang es den irakischen Truppen für eine kurze Zeit ihre Kontrolle über das kurdische Gebiet herzustellen. Dieser leichte "Sieg" ermunterte das Regime, seine chauvinistischen Pläne zu verwirklichen. Trotz der angekündigten Amnestie, wurden im Mai 1975 19 Kurden im Mosul-Gefängnis hingerichtet. Die Regierung begründete die Vollstreckung der Todesurteile als "technische Fehler". Die aus den iranischen Flüchtlingslagern zurückgekehrten Kurden wurden in den Süden transportiert. Ihre Zahl wurde damals auf 300.000 geschätzt. Die kurdischen Dörfer entlang der iranischen, türkischen und syrischen Grenze wurden zerstört, die Einwohner zur Aussiedlung gezwungen. In manchen Dörfern weigerten sich die Bauern, den Befehlen der irakischen Truppen zu folgen. Sie leisteten Widerstand. Es kam wieder zu bewaffneten Auseinandersetzungen. Innerhalb kurzer Zeit sammelten sich bewaffnete Gruppen. Als Folge der Deportationspolitik der Regierung folgten zahlreiche Bauern dem Ruf nach Widerstand. Die Regierung reagierte mit Massenfestnahmen, Bombardierung und Ausrottung der Dörfer.

Ein Massaker wurde durch die Veröffentlichung des Beschlusses Nr. 1253 vom 21.11.1976 des "Revolutionsrates" im amtlichen Blatt "al-Waqai" bekannt. 244 namentlich genannte Kurden wurden als "vermißt" gemeldet. Die französische Nachrichtenagentur AFP berichtete, daß alle 244 durch Folter zu Tode kamen und ihre Leichen in Säure aufgelöst wurden (The Times 21.2.1977). Am 21.11.1976 wurden die kurdischen Patrioten Schehab Nuri, Jafar Abdulwahid und Anwar Zorab nach schwerer Folter hingerichtet; andere zu Gefängnisstrafen zwischen 6 und 20 Jahren verurteilt. Am 29.12.1976 überfielen die irakischen Soldaten das Dorf Scharistên und richteten ein Blutbad unter den Einwohnern an. Sie erschossen mehr als 100 Personen, darunter 35 Schulkinder im Alter von 6-14 Jahren. Am 30.3.1977 ließ das Terrorregime 39 Personen hinrichten. Um die Volksmassen zu terrorisieren stellte man ihre Leichen in einer Moschee in Sulaimaniya aus. Unter ihnen waren eine schwangere Frau und ein 12-jähriger Junge, die beschuldigt waren, den Partisanen Nahrung gegeben zu haben. Am 3.4.1977 wurden 10 weitere Personen hingerichtet, namentlich in der Bath-Zeitung "as-Saure" genannt (Bagdad, 4.4.1977). Sondergerichte (eigentlich Geheimgerichte, deren Mitglieder nicht namentlich bekannt sind füllten im Mai des gleichen Jahres 142 Todesurteile.

Aus einem Brief, verfaßt von zwei zum Tode verurteilten kurdischen Bauern in der Todeszelle des Mosul-Gefängnisses geht hervor, daß allein in Mosul in der Zeit vom 20. Sept. 77 bis Feb. 78 85 Personen, meist Kurden, hingerichtet wurden. Der Brief stellt eine Dokumentation über den schrecklichen Zustand der Gefangenen und die grausamen Foltermethoden, die gegen sie verübt worden sind, dar. In den folgenden Monaten füllten Sondergerichte in Bagdad, Mosul und Kirkuk weitere 104 Todesurteile. 43 von ihnen wurden in Mosul und die übrigen in Bagdad hingerichtet. Im Februar 1981 verschleppten irakische Sicherheitsbehörden vier Schulkinder im Alter von 12-13 Jahren aus der Provinz Sulaimaniya, unter ihnen eine Schülerin. Alle vier wurden später tot aufgefunden. Sie waren beschuldigt worden, Parolen gegen das Regime an die Schulwände geschrieben zu haben. Weitere 27 Kurden wurden Anfang 1981 festgenommen und in Mosul zum Tode verurteilt. Die Todesurteile wurden im Juni des gleichen Jahres vollstreckt (s. ebenfalls Anlage 2). Am 26.9.1981 wurden weitere 228 Personen im Abu-Ghraib-Gefängnis hingerichtet; 140 von ihnen waren Kurden. Im Januar und Februar 1982 wurden 59 Personen in Kirkuk hingerichtet (25 Kurden und 34 Turkmenen). Das sind nur die bekanntgewordenen Fälle von Hinrichtungen. Hunderte andersdenkender Iraker wurden seit der Machtübernahme des Baath-Regimes durch Erschießungen auf offener Straße, durch Folter und Hinrichtung getötet; tausende zu Gefängnisstrafen bis lebensänglich verurteilt. Viele die an die Amnestie von 1975 glaubten und in den Irak zurückkehrten wurden heimtückisch ermordet, unter ihnen zwei ehemalige Mitglieder des ZK der DPK (Dara

Taufiq und Salih Yussifi). In der Zeit vom 23.4. bis 9.6.1982 wurden mindestens 70 Demonstranten in Kaladize, Raniya, Koye, Sulaimaniya und Erbil erschossen. Bis zum Frühjahr 1979 wurden 1247 kurdische Dörfer dem Erdboden gleichgemacht, die Wasserquellen zugemauert, die Wälder verbrannt und die Einwohner in Konzentrationslagern, die von der Regierung "moderne Dörfer" genannt werden, eingesperrt. Bewohner der ölreichen Gebiete von Khanekin und Kirkuk sind in den Süden deportiert worden. In diesen Gebieten dürfen die Kurden kein Eigentum erwerben: Die kurdischen "Rechte", die einst auf dem Papier standen, wurden im Laufe der letzten sieben Jahre nach und nach abgeschafft. Die Universität Sulaimaniya, die kurdische Akademie, die kurdischen kulturellen Vereine sind aufgelöst. Im Oktober 1977 beschloß der "Revolutionsrat" die Abschaffung des Unterrichts in kurdischer Sprache in den meisten Schulen Kurdistans. Diese Maßnahmen verdeutlichen den systematischen Versuch der irakischen Machthaber die Identität des kurdischen Volkes zu zerstören. Eine Dokumentation der internationalen Liga für Menschenrechte, die von Roger N. Baldwin dem UNO-Generalsekretär am 14.1.1977 übersandt wurde, berichtet über die Lage der Kurden wie folgt:

"Der Liga liegen Informationen vor, die beweisen, daß die Mißhandlungen des kurdischen Volkes im Irak direkte Verstöße der Bestimmungen der internationalen Konvention zur Beseitigung aller Formen rassistischer Diskriminierung darstellen. Diesen Informationen zufolge verfolgt die irakische Regierung seit über 15 Jahren eine permanente Politik der Diskriminierung gegen die kurdische Bevölkerung, in Verletzung des Artikel 5 der Konvention. Die irakische Regierung hat in der Praxis stets angelehnt die Rechte der Kurden als eine von den Arabern sich unterscheidende, seit mehr als 2000 Jahren hier lebende ethnische Gruppe zu respektieren. Die irakische Regierung versucht fortwährend die Integrität und Identität der kurdischen Gemeinschaft zu zerstören."

Das irakische Regime liefert immer von neuem Beweise, daß es sich an kein Gesetz gebunden fühlt. Im Laufe der letzten Jahre exportierten Angehörige des irakischen Geheimdienstes die Terroraktivitäten des Regimes ins Ausland. Im Oktober 1976 verübten Angehörige des irakischen Konsulats in Genf ein Attentat auf den kurdischen Politiker und Historiker Dr. Ismet Chieriff Vanly. Vanly überlebte das Attentat. Im Juni 1979 ermordeten Angehörige der irakischen Botschaft in Süd-jemen den kurdischen Professor Taufiq Ruschdi. Am 1. August 1980 versuchten zwei Angehörige der irakischen Botschaft in Ostberlin eine Kofferbombe in dem Kongressraum der kurdischen Studenten in Westberlin zu deponieren. In den Jahren 1977-81 organisierten irakische Botschaften in Bulgarien, Rumä-

nien, Italien, Bundesrepublik Deutschland, Frankreich und England zahlreiche Überfälle auf Versammlungen von kurdischen Studenten und irakischen oppositionellen Gruppen.

Zum Beispiel stützt sich das Bundesamt in seiner Ablehnungsbegründung vom 26.11.1982 auf eine Behauptung des "Politischen Lexikons Nahost", wonach den Kurden im März 1975 Generalamnestie gewährt worden sein soll. Tatsächlich wurden damals 19 Kurden hingerichtet (vgl. S. 6 dieses Gutachtens). Ebenso un-wahr ist die vom Bundesamt aus dem "Lexikon" übernommene Behauptung, daß ab 1975 "mit dem Wiederaufbau des kriegszerstörerischen Nordens begonnen und das kurdische Selbstverwaltungssystem in den Provinzen al-Sulaimaniya, Arbil und D'hoik gegründet und ausgebaut" wurde (S. 12 des Ablehnungsbescheides). In Wahrheit begann eine Zwangsdeportation von ca. 300.000 Kurden nach Südirak sowie die Zerstörung ihrer Heimatdörfer, was die Rückkehr der Zwangsumgesiedelten verhindern sollte (S. 6 dieses Gutachtens). Eine Quelle, die in wesentlichen Zusammenhängen derartiger der-wahren Geschichtsablauf entstellt, entwertet sich selbst.

Es wird im Ausland wenig über die Menschenrechtsverletzungen im Irak berichtet. Durch Bestechung versucht das Baath-Regime Zeitungen und Personen im Ausland zum Schweigen zu bringen, seine Unterdrückungs- und Terrormaßnahmen zu beschönigen und seine Politik zu unterstützen. Auch die wirtschaftlichen Interessen verschiedener Länder spielen hierbei eine spürbare Rolle.

Im Irak gibt es keine zugelassenen Parteien (bis auf die Regierungs-Baath-Partei), keine freie Presse, kein freigeschicktes Parlament. Jede Opposition wird mit Folter, Mord und Hinrichtung beantwortet. Razzien und Massenverhaftungen werden täglich durchgeführt. Streiks und Demonstrationen werden gewaltsam niedergeschlagen. Die Gerichtsurteile sind endgültig. Es gibt keine Revision, keine Verteidigung. Der Krieg mit Iran hat diese Lage noch weiter verschärft. Die Informationen des "Orient-Instituts" und des "Politischen Lexikons Nahost" über den Irak entsprechen in den meisten Fällen nicht den Tatsachen. Sie sind einseitig, voreingenommen und überholt.

Das kurdische Volk im Irak bildet über 30% der Gesamtbevölkerung. Zahlenmäßig sind die Kurden nach den Arabern die zweitgrößte Bevölkerungsgruppe im Irak. Gleichzeitig bilden sie mit den Kurden in den Nachbarländern (Iran, Türkei, und Syrien) die kurdische Nation, die gegen ihren Willen durch künstliche Grenzen geteilt wurde. Die gemeinsamen Aktionen der gegnerischen Regime haben diese Tatsache wiederholt bestätigt. Zuletzt fielen türkische Einheiten mit irakischer Billigung in den Irak ein, um das irakische Regime in seinem Kurden-Krieg zu unterstützen (Ende Mai 1983).

Die kurdischen Aufstände haben defensiven Charakter, als Reaktion gegen massive Unterdrückung. Die bitteren Erfahrungen lehrten die Machthaber noch nicht, den Weg der friedlichen Lösung des kurdischen Problems zu wählen und auf die

Verwendung von Gewaltmaßnahmen zu verzichten. Die gerechten Forderungen der Kurden (kulturelle Rechte, Selbstverwaltung, demokratische Freiheiten, Respektierung der Menschenrechte) stoßen immer auf eine starre Ablehnung der Machthaber, die in den meisten Fällen mit Gewaltmaßnahmen auf die kurdischen Forderungen reagieren. Dies führte oft zu bewaffneten Auseinandersetzungen, wie es heute im Irak und Iran der Fall ist.

Es ist zu bedauern, daß das Bundesamt für die Anerkennung ausländischer Flüchtlinge, gestützt auf unzulängliche und tendenziöse "Quellen", durch die Entstellung der Tatsachen über die Lage des kurdischen Volkes im Irak versucht, seinen Ablehnungsbescheid zu Asylanträgen von Kurden irakischer Staatsbürgerschaft zu rechtfertigen. Im folgenden verweise ich auf Berichte einiger Menschenrechtsorganisationen, die die Verletzungen der Menschenrechte im Irak dokumentiert haben:

- ai / Jahresberichte, letzter Bericht 1982.
- ai / Bericht über die Folter, 1975.
- ai / Irak- Ein Bericht über die Folter, 1982.
- Dokumentation 15, Viertes Russel-Tribunal, 1982.
- Pogrom / Gesellschaft für bedrohte Völker, fast alle Nummern, besonders seit 1974. Letzte Nummer (99) erschien im Juli 1983.

PS.: Auf Wunsch schickt der Verfasser Interessierten die Anlagen 1-8 gegen Erstattung der Porto- und Verfielfältigungskosten zu; diesbezügliche Anfragen sind an das Bundesbüro der GfbV zu richten.



Foto: Gérard Klijj